Numéro 785 Prix : 5,8 euro **juin 2014**

La Révolution Prolétarienne

L'INSTANT DECISIF DE LA REVOLUTION EST PERMANENT
Siegfried Kracauer (1889-1966)

L'avenir de la RP

La chute du Mur de Berlin a pu faire croire un instant qu'elle développerait une social-démocratie efficace. Paradoxe, il n'en fut rien. Mattéo Renzi, social-démocrate italien, aurait déclaré fin juin : « L'Europe a été un rêve pour les générations précédentes. Désormais, elle est pour beaucoup, un cauchemar ». Aussi, selon lui, faut-il la rendre *plus politique*. Mais pour quelle politique ?

Et le syndicalisme, qu'en est-il ? Il est divisé, affaibli, voire intégré dans l'Etat. Les appels à l'unité organique, hier peu entendus, n'existent plus. Son action internationale n'est guère visible[1]. Dans ce contexte, la *RP peut mourir*, même si sa flamme couve toujours sous la braise.

Le 15 mai, date limite de la réception de candidature à ma succession, nous n'en avons reçu aucune. A l'AG du 19 juin, nous avons trouvé des solutions, grâce à l'action intelligente et désintéressée de deux copains : Stéphane Julien et Pierre Verhas. Ils sont déjà sur l'ouvrage. Le premier continue la mise en page papier et, ensemble, sans renoncer à la publication imprimée, ils étudient les conditions techniques pour créer un site actualisé.

Je relisais *100 ans de syndicalisme*, de celui qui fut Secrétaire du Syndicat National des Instituteurs, Henri Aigueperse. Il vint avec Jean Cornec à une des conférences que la *RP* organisait. Dans ce livre, il écrit : « Le syndicalisme accomplit sa tâche quotidienne dans le cadre du système existant, mais il ne cache pas pour autant sa volonté de voir disparaître ce système… » Leçon toujours d'actualité. Il ajoutait, il y a 37 ans, la nécessité pour le militant, de monographies ouvrières. Nombre de camarades pourraient eux aussi nous en adresser : décrire au moins l'action syndicale telle qu'ils la perçoivent dans leur ville ou dans leur entreprise. Ils constitueraient une inestimable richesse. Merci d'avance.

Jean MOREAU

1 De plus, on mesure la sottise d'une certaine rhétorique médiatique quand elle maudit, en Irak, les Sunnites intégristes, après avoir vilipendé les intégristes Chiites, sans jamais expliquer les termes. Pour elle, c'est clair : tous les musulmans – même mon ancien élève devenu militant syndicaliste – sont des fanatiques.

REVUE FONDEE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

Collaborateurs depuis la création

Alfred Rosmer ; Robert Louzon
Maurice Chambelland; Robert Debré
Ferdinand Charbit
Roger Hagnauer ; Simone Weil
Gaston Ferdière
Albert Camus ; Jean-Paul Finidori
Simon Rubak ; Raymond Guilloré
Gilbert Walusinski ; Marcel Martinet
Jean-Daniel Martinet ; Roger Lapeyre
Jean et Josette Cornec
Jacques Reclus ; Nicolas Faucier
Jacques Gallienne ; Robert Debré
Jean-Louis Bureau ; Roger Bossière
Georges Lamizet ; Félix Franc
Marc Rosentaub
Jean Cornec ; Jacques Ruffié
Albert Memmi
Pierre Aubery
Paul Heutching
Jacques Faure
Daniel Béresniak
Jacques Simon
Laurent Préziosi ; Pierre Roubin
François Lonchampt
Rolland Hénault
Pierre Ajavon ; Alain Tizon
Jacques Demorgon
Jean-Kely Paulhan
Gabriel Fontenoy ; Pierre Verhas
David Ball

La Révolution Prolétarienne
Directeur Jean MOREAU
Siège social :
26, rue des Rosiers, 75004 PARIS
Tel : 01 48 87 59 80
Editée par :
Les Amis de la Révolution Prolétarienne
Trimestriel. Abonnement : 23 euros
CCP : 8044 64 Y Paris

Commission paritaire n° 0316G87832

Au fil des lectures

♦ ***Poste stressante (Une entreprise en souffrance),*** par Sébastien Fontenelle, Seuil, 2013, 188 p.

Après une première vague de suicides, la direction de la Poste a instauré une commission de « Grand Dialogue » parfois qualifiée en interne de « grand monologue » pour redorer son blason devant l'opinion publique, alors que les médias évoquaient un *« syndrome France Télécom »*. Après la recommandation de quelques mesures homéopathiques par ladite commission, pas toutes suivies d'effets, et une suspension provisoire des incessantes restructurations, rien n'a changé, bien au contraire, et les changements négatifs pour les salariés ont repris de plus belle à l'issue de cette opération digne des villages Potemkine. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, l'année 2014 a commencé avec le suicide d'une factrice dans le Lot, rendant le livre du journaliste Sébastien Fontenelle d'une brûlante actualité.

L'auteur revient d'abord sur les différentes tentatives de démantèlement des PTT, durant les années 1970-1980, puis sur la méthode Quilès, ce ministre « socialiste » qui inaugura avec succès le processus. Avec la fin des PTT, c'est une privatisation rampante qui s'installe avec l'imposition d'une logique commerciale contre l'ancienne culture de service public et le remplacement de l'usager par le client, sous prétexte d'adaptation aux directives européennes, le tout accompagné de la destruction de près de 80 000 emplois en dix ans. Avec la création d'une société anonyme en 2010, les choses s'accélèrent : les souffrances au travail s'intensifient, pouvant aller jusqu'au suicide. Avec l'arrivée des « socialistes » au pouvoir, le silence assourdissant de l'Etat perdure sur les conséquences désastreuses du démantèlement de cet ancien service public.

Louis SARLIN

♦ Edouard Schaelchli présente : ***Jean Giono pour une révolution à hauteur d'hommes,*** Le passager clandestin, coll. Les précurseurs de la décroissance, 2013, 110 p.

Cette collection qui revivifie l'histoire des idées propose ici un choix de textes de Jean Giono (1895-1970) principalement tirés de trois essais écrits entre 1934 et 1939 : *Les vraies richesses*, *Le poids du ciel* et *Lettres aux paysans sur la pauvreté et la paix*.

La gloire littéraire et l'œuvre romanesque de Giono ont longtemps masqué ces écrits marqués par l'engagement anticapitaliste et pacifiste de Giono contre une société soumise à la dictature de l'économie qui l'entraîne inexorablement vers la guerre. Contre la démesure, le culte de l'argent et le monde à l'envers qui annihile les vraies valeurs qui sont du côté de la vie, Giono affirme : « Dans les temps modernes, l'humble sagesse est la pensée la plus révolutionnaire du monde. »

Ce petit recueil est une invitation à relire l'intégralité de ces textes, superbes et inspirés, en y ajoutant l'article où, en 1961, il dénonce en quelques lignes magistrales l'implantation d'un centre nucléaire à Cadarache, à quelques kilomètres de Manosque, dont voici un extrait où l'ironie le dispute au bon sens de ceux d'en bas contre les prétendus arguments sentencieux de ceux d'en haut : « Étant donné qu'on va me répondre sûrement que même la production à Cadarache ne présentera aucun danger, pourquoi ce centre inoffensif n'a-t-il pas été installé tout simplement à Paris et plus spécialement dans les jardins inutiles de l'Élysée ? La proximité de la Seine lui assurerait plus certainement que la Durance le débit d'eau nécessaire à son fonctionnement[1]. »

Charles JACQUIER

(1)Lire l'intégralité de ce texte : http://fabrice-nicolino.com/index.php/?p=1183

Rectificatif :

Une erreur s'est glissée dans le dernier numéro de la RP, page 10 dans la rubrique « Au fil des lectures ». En effet, la note sur *La conquête du pain* de Kropotkine devait être signée Charles Jacquier et non Simon Charlier, comme indiqué… Nous demandons à notre ami Charles et à nos lecteurs de bien vouloir nous pardonner cette erreur.



D'où vient l'argent ?

Abonnements, réabonnements 2e trimestre 2014 : Banoun Sylvie (75), Blanc Cl. (95), Carpentier Marie-Nelly (75), Demorgon J. (75), Gabert G. (75), Gensane B. (69), Lardin J.-P. (54), L'Hôte M. (13), Nicaud L. (91), Ould-Aoudia J.-Ph. (92), Paulhan J. (75), Pellet L. (13), Pennetier Cl. (94), Savanier Hélène (06), Schanz M. (93), Suchet Ch. (64), Tizon A. (75), Tran Van Hélène (94).

Souscriptions 2e trimestre 2014 : Banoun Sylvie (75), Demorgon J. (75), Lardin J.-P. (54), L'Hôte M. (13), Nicaud L. (91), Ould-Aoudia J.-Ph. (92), Pellet L. (13), Schanz M. (93), Suchet Ch. (64), Tizon A. (75), Tran Van Hélène (94).

Nouveaux regards sur les civilisations :
divergences, retournements, humanisations
Autour de François Jullien entre la Chine et l'Occident

1. Mondialisation, mondialité, globalisations de l'économie et de la connaissance

En transposant l'anglais *Globalization*, l'allemand *Globalisierung* – dans les termes français de globalisation ou de mondialisation, on brouille de précieuses distinctions conceptuelles. On confond des domaines tels que la globalisation économique financière et son emprise actuelle avec la globalisation de la connaissance, à l'œuvre dans la théorie unitaire des forces en physique ou dans l'effort pour penser l'histoire humaine comme une totalisation interactive. On confond des plans différents. On a celui des nombreuses mondialisations terrestres qui ont jalonné le déploiement planétaire de l'humanité, à mesure que les moyens de transports permettaient de couvrir des distances de plus en plus grandes.

Mais, aujourd'hui, depuis la seconde moitié du XX[e] siècle, ces mondialisations terrestres sont devenues extraterrestres. Elles se sont étendues à l'espace planétaire. Des êtres humains ont quitté le sol et même l'atmosphère de la Terre, pour poser le pied sur la Lune (1969) ou rejoindre une station spatiale en orbite. C'est une véritable rupture dans l'évolution humaine. Le regard extérieur du cosmonaute sur notre planète installe *de facto* une distance avec la mondialisation terrestre étroite, inaboutie dans son actuelle version contrastée de globalisation économique financière. Cette distance cosmique est en cours de transmission à l'ensemble des humains. Elle définit la mondialité, terme né il y a peu et repris par Edouard Glissant (1997).

Dans les mondialisations, les humains restent leurs propres objets à la surface de la Terre. Dans la mondialité, la planète qui les emporte dans le cosmos devient leur nouvel objet. La mondialité introduit un changement dans le niveau de sens questionné. Les humains n'entrent pas seulement dans une interaction plus profonde et plus étendue, cette interaction est constituée comme un tout qui est aussi là devant eux. Cette tension entre, d'un côté, mondialisation terrestre et globalisation économique, et de l'autre, mondialité cosmique et globalisation de la connaissance devient la véritable question de l'espèce humaine. La responsabilité dont le partage leur incombe est paradoxalement aussi à l'origine d'un trouble qui a sa part avec le défi économique dans la déstabilisation des modes d'inscription individuelle et collective. L'inégalité économique insultante déstabilise au regard des prétendus droits humains. Les devoirs d'hier sont devenus de plus en plus meurtriers (1) et nous devrions encore empêcher la planète de mourir. L'implication dans l'action et la connaissance est d'un tel niveau d'exigence que le renoncement s'impose encourageant les aventures strictement individuelles qui cherchent à se glisser dans les aléas des puissances.

On est entré dans cette labilité des conduites à laquelle le sociologue d'origine polonaise, Zigmunt Baumann (2), a donné l'heureux nom de «modernité liquide». Cela risque de retentir de façon négative au plan des relations internationales. Henri Van Lier (2010) a proposé un autre point de vue précieux à l'origine de notre déstabilisation. Nous avons quitté nos deux mondes d'hier celui du continu proche puis du contenu distant pour entrer dans un monde où prime le discontinu. C'est le résultat de nombreux bouleversements scientifiques et techniques. Citons seulement l'informatique, les pixels de la photographie, les séquences du génome, les incertitudes de l'évolution, le primat du probable sur le causal, etc.

Ce n'est pas que manquent les contre-feux. Dans la mondialité, la pensée de l'humanité se globalise. Cette culture a déjà son imaginaire littéraire dans les romans de science-fiction qui déploient les humains dans l'extra-terrestre. Son imaginaire scientifique insiste avec une écologie soucieuse du devenir de la planète. S'y ajoute aussi une histoire globalisée des civilisations qui n'a cessé de s'approfondir et de s'étendre de Toynbee à Needham (1954, 2004), Braudel, Cosandey (2007).

Depuis déjà trois décennies, François Jullien (2009) s'efforce de construire, exploration après exploration, livre après livre, un contre-feu au malentendu des civilisations singulièrement de la Chine et de l'Occident. Avec de précieuses retombées : les deux perspectives civilisationnelles ont divergé en raison de la propre aventure humaine de chacune. Ces aventures et leurs divergences sont intelligibles sans besoin de dégrader qui que ce soit. Sur le long terme, chaque civilisation peut retrouver des perspectives dont elle s'était plus ou moins détournée. Davantage, les civilisations sont conduites à s'emprunter leurs ressources. Enfin, dans leur confrontation, elles inventent encore d'autres ressources indispensables aux humanisations en suspens car les humains ne s'humanisent qu'ensemble. Aucune ressource n'est de trop, étant donné la complexité du réel.

Rendons compte de ces apports de Jullien en nous référant à quelques ouvrages récents d'une lecture parfois peu facile, dont l'écho est resté limité. L'un d'eux, « *Les Transformations silencieuses* » étudie comment la pensée chinoise classique et la pensée «grecque, européenne» sont en écart dans la pensée même du réel. L'une veut suivre des transformations incessantes et l'autre prétend poser des êtres qui subsistent. Un autre ouvrage «*L'invention de l'idéal et le destin de l'Europe*» porte sur la genèse de la pensée scientifique européenne inaugurée par les Grecs, au regard de l'avance scientifique ensuite suspendue en Chine. Les deux ouvrages, le premier plus accessible, le second moins, se recoupent avec bonheur pour le lecteur.

2. Divergences civilisationnelles dans le mode de vie : sédentaires et nomades

Les grandes orientations culturelles, civilisationnelles, ne sont jamais absolument étrangères les unes aux autres au point de ne plus rien partager des dilemmes fondamentaux communs de la condition-situation humaine. Cependant, des bifurcations premières aux suivantes, des choix divergents, renforcés, engendrent absence de communication, incompatibilité, hostilité entraînant d'extrêmes violences.

L'une des plus grandes divergences entre les civilisations n'a pas été suffisamment considérée. Elle sépare deux humanités qui n'ont cessé de s'affronter pendant près de quatre millénaires : celle des paysans sédentaires et celle des éleveurs nomades. Dans la culture cultivée, cette opposition a donné la mythologie biblique de la fraternité rompue entre Caïn l'agriculteur et Abel le pasteur. Elle a donné, au XIXe siècle, la mythologie romanesque sud-américaine des gauchos et au XXe la mythologie filmique nord-américaine des westerns.

Cette divergence civilisationnelle traverse partiellement l'histoire militaire de l'Europe où le Pape dût signer un traité avec Attila. Par contre, elle occupe des millénaires en Asie où le renouvellement de royaumes et d'empires a eu, presque toujours, pour cause des invasions nomades.

Cette divergence civilisationnelle prend naissance dans la différence du contexte géophysique et humain. Les éleveurs ont réussi à contrôler leurs troupeaux grâce à la domestication du cheval monté. Ils développent mobilité, souple et rapide, transposable dans des guerres d'attaque et de mouvement quand les paysans de leur côté sont plutôt sur la défensive de leurs biens et de leurs terres.

Les agriculteurs s'appuient sur la productivité d'un sol bien traité au long de l'année, des années. Rythme des saisons, caprices du temps, lenteur des germinations et des croissances gouvernent la production agricole, sa lenteur et son incertitude. Laborieusement obtenus, les produits récoltés, doivent être conservés, protégés, dans des greniers défendus. Combien tentants peuvent être les pillages de ces biens. La traduction matérielle de leurs défenses est connue. Elle a pris, surtout en Chine, la forme de multiples murs dont la Grande Muraille et ses milliers de kilomètres. Civilisation des mobilités extrêmes et des mœurs rudes contre civilisation des mœurs plus adoucies de la sédentarité.

Certes, cette divergence civilisationnelle n'est pas partout aussi tranchée. Elle comporte bien des variantes comme celle d'un élevage semi-nomade qui se cantonne dans des espaces limités et organisés. Entre agriculteur sédentaire et guerrier nomade, le pasteur est un moyen terme. La figure du « bon asteur » a servi de métaphore pour Dieu guidant et prenant soin de son troupeau humain. Orientés bien autrement, les paysans chinois ont développé un culte des ancêtres auxquels ils doivent les premières mises en valeur de leurs terres. Ils développent aussi un culte des bons empereurs qui veillent à ce que les travaux des champs ne soient pas perturbés.

3. Différenciation des activités : économie, politique, genèse de l'information

La précédente divergence civilisationnelle résultait d'interactions avec des milieux géophysiques et humains eux-mêmes très différents. Cette pesanteur des contextes, toujours à l'œuvre, s'est cependant allégée au cours d'une longue histoire dans laquelle les êtres humains sont passés d'une situation de survie à une situation de vie. Dans la première, ils sont constamment menacés par les dangers extérieurs ou par leurs propres insuffisances. Dans la seconde, grâce à la protection du feu, aux procédés de conservation, grâce à des productivités permettant des gains de temps, les humains dégagent des possibilités de détente et de loisir, de jeu et de célébration. Puis des temps de réflexion, d'exploration, de découverte, d'invention. Une compréhension du réel devient possible basée sur un peu plus de virtuel qu'auparavant ; les sciences naissent et se développent. Connaissance de la nature proche – végétale, animale – ou lointaine comme avec l'astronomie. Connaissance des objets visibles ou cachés, d'où l'exploration et l'extraction. Connaissance des évolutions, comme aussi des transformations que les humains peuvent obtenir par les techniques et les arts. Mais ces connaissances, peuvent résulter surtout de l'observation, de l'exploration, du strict suivi des réalités, ou bénéficier davantage de conceptions, d'organisations imaginées par les acteurs humains. Cette question opposait déjà, en partie, Aristote à Platon. Elle a fait, récemment encore, l'objet de vifs débats de la part du sinologue britannique Joseph Needham (1954, 2004), du physicien théorique suisse David Cosandey (2007) et du sinologue français, François Jullien (1985, 2009). Nous en rendons compte ci-après.

4. Sociétés rivales prospères, sources de progrès scientifiques et techniques (Cosandey)

David Cosandey, physicien théorique suisse, étudie l'histoire planétaire sur quatre millénaires et nous révèle la situation géopolitique à partir de laquelle le progrès scientifique se déploie.

Opposons cette situation précieuse dont l'originalité est grande et rare à deux situations géopolitiques barant le progrès technoscientifique.

La première est, à l'évidence, le chaos économique et politique.

La seconde, moins évidente, résulte du triomphe d'un Etat unificateur autoritariste. Entre ces deux pôles, la situation favorable découverte par Cosandey est celle d'un ensemble d'Etats divisés mais prospères capables de rivaliser sur le long terme. Ces conditions politiques et économiques qui se sont révélées stimulantes et favorables aux travaux des chercheurs et inventeurs, se sont produites à diverses reprises en Asie et en Europe. Nous disposons ainsi, grâce à Cosandey, de « la formule magique » du progrès scientifique. En rivalité politique, des sociétés, économiquement à l'aise, entrent en stimulation réciproque, sollicitant chercheurs et inventeurs précieux pour leur procurer le supplément de puissance dont elles rêvent.

François Jullien reconnaît l'intérêt de la démonstration de Cosandey. Toutefois, si l'appui qu'elle prend sur des réalités sociétales externes est révélateur, elle ne traite pas d'une dimension supplémentaire mais décisive. La véritable science ne peut pas seulement découler de ces réalités géopolitiques et historiques, elle doit s'être d'abord constituée comme une prise de distance à l'égard de sensations et de perceptions qui cachent le réel autant voire plus qu'elles ne le révèlent. Les humains doivent aussi s'appuyer sur une organisation imaginée. Il ne s'agit pas d'un pur imaginaire mais d'une construction logico-sémiotique elle-même fruit de conduites techno-sémiotiques : d'association, de dissociation, de tri, de combinaison, etc. Dans cette perspective organisatrice, se profile alors une mathématisation qui n'est pas de simple mesure mais de construction relationnelle entre les êtres, les choses avec leurs possibles grandeurs diverses. Cette dimension d'un virtuel pensé est indispensable à la constitution de la science pleine et entière.

La science chinoise – Joseph Needham (1954, 2004) l'a clairement montré, a été en avance de plusieurs siècles, voire parfois de plus d'un millénaire sur la science européenne. La science telle qu'elle s'est constituée chez des Grecs se voit interrompue dans son développement pendant presque deux millénaires jusqu'à la Renaissance. Par contre, quand son développement reprend, il ne va plus s'arrêter.

En fait, on a là deux temps, deux moments, deux dimensions de la science qui relèvent de tous les humains et non pas spécifiquement des Chinois, des Grecs ou des Européens modernes. Les humains peuvent tous produire les deux sortes de science, mais ils n'y parviennent qu'à la faveur d'évolutions et de circonstances qui ne sont pas nécessairement partout données.

S'ils restent dans un suivi, pas à pas, en quelque sorte le nez sur les phénomènes, si attentifs soient-ils à observer, étudier, comparer, la science pleine et entière ne naîtra pas. Elle n'est possible que dans la rencontre d'une multiplicité infinie de phénomènes avec ce quelque chose qui soudain constitue leur loi, nécessairement d'ordre mathématique. Le miracle n'est pas grec, il est mathématique.

Dans une relation mathématique, le processus fonctionnel (fonction de) entre les données en présence reste même dans son ordonnancement de proportions liées entre elles, ordonnancement qui seul peut associer toute variation des objets et de leurs dimensions. Archimède l'énonce: « Tout corps plongé dans un fluide subit une poussée verticale, dirigée de bas en haut, égale au poids du fluide qu'il déplace… ». Archimède d'abord – « Eurêka », dit-il – puis tous les humains, en une seule fois, accèdent à une connaissance d'une étendue infinie. En effet, elle embrasse tout type de corps et tout fluide, quelles que soient leurs caractéristiques qualitatives et quantitatives.

6. La Science mathématisée peut déduire l'existence d'objets avant de les « voir »

La véritable science est, ainsi, toujours de portée infinie quant aux contenus concernés. Qui plus est, elle anticipe constamment les phénomènes en calculant d'avance le détail des situations et des grandeurs qui s'y manifestent. Elle nous garantit que le système variable de leur relation organisée reste du même ordre. On peut prédire l'évolution de toute relation entre corps et fluides avec les conséquences pour ces corps : couler ou flotter plus ou moins. Toute la science, pleine et entière, est déjà là, dans son infini développement, en raison même de cette rencontre des phénomènes et de la raison mathématique. On en aura, au XIXe siècle, des preuves retentissantes. Le Verrier, sur la base de la mathématisation newtonienne, indique la position exacte de la planète nommée Neptune que personne ne connaissait auparavant. Ou, encore, Mendeleïev définit lui aussi des corps élémentaires jusqu'ici inconnus, découverts ensuite, tels que le radium, l'uranium. Cette planète inconnue, ces corps inconnus existent d'abord virtuellement, prédéterminés par un système mathématique de physique ou de chimie à partir duquel leur déduction s'impose. En calculant dans cet ensemble, on peut connaître les caractéristiques d'objets jamais vus, les identifier et les découvrir dans le réel.

Cette science, à dimension de virtuel, apparue en Grèce puis disparue, réapparaît certes en Europe et non pas en Chine. Mais il ne s'agit là que d'un concours de circonstances, et non d'une supériorité d'une civilisation sur une autre. D'ailleurs, quel serait le fondement de cette supériorité ?

7. Les deux sources de divergences et de retournements des civilisations

On peut donc ainsi distinguer deux sources à l'origine des divergences et des retournements des civilisations. La première s'appuie sur des expériences humaines centrées sur une forte concrétude. C'est le cas quand s'opposent nomades et sédentaires. Comme lorsque des connaissances techniques et scientifiques, disons empiriques, se développent ou non selon les situations géopolitiques historiques. Par contre, la seconde source de divergences des civilisations est bien différente de la première. En effet, elle s'appuie sur des expériences humaines qui comportent une part croissante de virtuel en relation au réel.

Les civilisations effectuent des choix qui s'accompagnent toujours de certains manques. Nous allons voir comment, souvent sur un très long terme, elles régulent leurs manques à partir de leurs propres échecs compris ou quand elles découvrent certaines réussites supérieures obtenues par d'autres civilisations.

Nous allons constater l'existence de ces deux séquences, séparées ou associées, tant pour l'Europe que pour la Chine. Cette étude est indispensable pour nous faire entrevoir un nouveau virtuel, celui d'une humanisation supérieure, susceptible d'être produite – plus ou moins violemment ou pacifiquement – lors de ces rencontres entre civilisations ayant divergé.

8. Du retournement civilisationnel en Europe

La première source de retournement dans une civilisation qui évolue résulte du fait qu'en dépit, ou à cause de ses ressources propres, elle manque d'autres res-

sources qu'elle a négligées ou dont elle n'a même pas imaginé la nécessité. Or, au moins à travers certains de ses acteurs, une civilisation continue sa rencontre avec le réel dans toute son expérience. Les échecs qu'elle y éprouve peuvent l'obliger à comprendre l'insuffisance des ressources auxquelles ordinairement elle se réfère.

Cela s'est produit en Europe quand, après des siècles de réussite, la science entre en conflit avec des situations du réel qu'elle échoue à comprendre. Si pleine et entière qu'elle soit, elle a donc certaines insuffisances.

Le réel n'est peut-être pas aussi clairement détermina-ble qu'on le voudrait. Bref, le mélange et le changement des contraires, imaginés par les Chinois, pourraient bien aussi constituer un irréductible aspect du réel. D'ailleurs, les Grecs, à l'origine, ne sont pas si éloignés des Chinois et de leurs transformations des opposés. Ils empruntent un chemin semblable, en tout cas proche chez Homère, Hésiode, Héraclite. Cette pensée de l'importance du changement est donc humaine générale et pas strictement chinoise. Toutefois, elle s'est maintenue, enrichie, développée en Chine ; elle a été fortement contenue puis repoussée en Grèce. Jullien rappelle le scandale que constitue pour la pensée (grecque) de l'Être et de la prédication les affirmations d'Héraclite : « sont le même le vivant et le mort, et l'éveillé et l'endormi, et le jeune et le vieux… Ceux-ci s'étant renversés sont ceux-là ; ceux-là, s'étant renversés, à leur tour, sont ceux-ci ».

Pour Jullien, en Europe, cette « pensée du renversement ne pouvait apparaître… qu'en dehors du règne de l'Être et de la prédication. C'est-à-dire avant que ce règne n'arrive (Héraclite) : ou quand ce règne touche à sa fin (Hegel) ». En fait, des résurgences n'ont pas cessé de réapparaître périodiquement. J.-J. Wunenburger (1990) le rappelle dans ses travaux sur l'analyse et l'histoire de « *La raison contradictoire* ».

Après Hegel, la rencontre de la philosophie et des sciences en mutation n'a pas manqué d'y contribuer, par exemple chez Marx. Ou encore avec l'invention de l'espace-temps dans la relativité einsteinienne. Davantage, avec la physique quantique associant les contraires et décrivant une réalité double : « discontinue, continue », « corpusculaire, ondulatoire ».

La science européenne prend alors une distance avec l'exigence grecque aristotélicienne de la non-contradiction. Elle doit reconnaître que, dans le cours des choses, les contraires sont associés comme l'ont pensé Héraclite et les Chinois. Tout en étant bref, rappelons quand même quelques grands penseurs qui ont accompagné ce retournement : Bergson (*La pensée et le mouvant*), Wiener (*La cybernétique*), Bachelard (*La philosophie du non*), Lupasco (*Les trois matières*), Morin (*La Méthode*), Van Lier (*Anthropogénie*).

9. Du retournement civilisationnel en Chine

Un échec, interne d'une civilisation, peut très bien être là sans être compris comme tel. Il arrive qu'il le soit lors de la rencontre avec telle réussite impressionnante de l'autre civilisation. La chrétienté du Moyen Age a été surprise par l'émergence étonnante de l'Islam en Méditerranée. L'Islam était fort aussi de ressources asiatiques et grecques dont ne disposait pas l'Europe.

Le constat d'un renversement des situations s'est répété dans l'histoire chinoise. Même tardivement, puisque la domination mongole renverse les Song et s'installe de 1279 à 1368. La tradition nationale se rétablit avec les Ming (1368 à 1644), et pourtant, la Chine est de nouveau conquise et dominée par les Mandchous qui fondent la dynastie des King et gardent le pouvoir jusqu'en 1911. Leur fin de règne est caractérisée par la récession économique, les troubles sociaux, les invasions étrangères, en particulier occidentales.

Le ressaisissement que les Chinois vont opérer, les conduit, comme l'avaient fait déjà les Japonais de l'ère Meiji, à prendre la mesure du dynamisme de l'Occident. On ne peut manquer d'être impressionnés par le fait que la pensée marxiste, certes critique mais bien occidentale tout de même, est reprise par la Chine pour opérer, au plan politique, sa révolution libératrice. Actuellement, au plan économique, les pouvoirs publics chinois, en principe « communistes » ont été conduits à reprendre les perspectives capitalistes.

Hier déjà, quand il s'agissait des peuples nomades envahisseurs, la société chinoise absorbait ces présences étrangères qui se sinisaient. Ainsi, au moment même où l'on constate certains handicaps de la culture chinoise, on voit que ceux-ci peuvent se retourner en assimilant des données d'origine extérieure, devenues et reconnues indispensables au renouveau et au développement.

Finalement, le constat des handicaps est fait par les Chinois eux-mêmes. Jullien se réfère à Qian Wen-Yuan (1985) qui produit, domaine par domaine, un constat érudit, détaillé des arrêts du développement scientifique en Chine. Il emploie, dès le titre de son livre, les expressions de « grande inertie » et de « stagnation scientifique ».

Ce constat est étonnamment proposé trois ans plus tard au grand public chinois. Il prend la forme d'une série de six émissions télévisuelles d'une très grande beauté plastique, accompagnée de poèmes, et intitulée « *Hé Shang* », l'Elégie du Fleuve. Cette série a enthousiasmé le grand public chinois et l'a mobilisé massivement devant la télévision. La série mettait en évidence la beauté mais aussi la stagnation résultant de la majesté naturelle du Fleuve Jaune. Elle lui opposait la beauté dynamique du bleu de la Méditerranée, occidentale. Après ce succès provocateur et stimulant, pour les Chinois, la série fut mise de côté, suspecte d'occidentalisme aux yeux des pouvoirs publics.

Une autre régulation problématique résulte aujourd'hui encore du passé historique de la Chine. On l'a vu, les hiérarchies sociales ont pu être considérées comme ayant une source naturelle, comme faisant partie du cours des choses. Incontestablement, ces phénomènes hiérarchiques ont, hier, pu entraver partiellement le développement économique ou scientifique. Par contre, ils ont étonnamment contribué à un certain maintien plurimillénaire de la Chine, comme ensemble sociétal persistant. En effet, en dépit de la répétition de bouleversements violents et profonds, une continuelle reconduction des institutions impériales s'est imposée, à mesure modifiée.

10. Géopolitique, transpolitique, cosmopolitique

A côté des globalisations économiques et médiatiques, la mondialité, nous l'avons vu, requiert davantage : une histoire planétaire globale, une écologie globale, une « information-monde » et une « implication-monde » concernant le devenir des humains.

La traditionnelle géopolitique a toujours privilégié les questions de territoir0es et d'intérêts. Il a toujours fallu la compléter par une transpolitique attentive aux places respectives du religieux, du politique, de l'économie, de l'information.

Le nœud gordien de la géopolitique et de la transpolitique, hier à l'origine de deux guerres mondiales extrêmes, n'a pas disparu aujourd'hui. Dès l'introduction de son ouvrage, *La prospérité du vice*, Daniel Cohen (2009) va jusqu'à penser, quant à lui, que « *ce qui s'est passé hier en Europe se répète aujourd'hui à l'échelle du monde* ».

De fait, d'un point de vue transpolitique, on a toujours des royaumes, des empires et des nations marchandes. Tous sont ensemble affrontés au défi d'avoir à devenir des sociétés d'économie informationnelle mondialisée, ce que maints gouvernants et gouvernés refusent. Quel sera demain le destin de l'humanité encore aux prises avec la concurrence entre ces trois grandes formes de sociétés ?

Parviendra-t-on à d'exceptionnelles inventions techno-scientifiques institutionnelles, diplomatiques qui changeront la donne, ou bien aura-t-on de nouveau une guerre des mondes ?

Un regard sur le développement, antérieur et actuel, de la transpolitique sectorielle nous apportera une utile information supplémentaire. Au long de l'histoire, les humains se sont opposés pour le contrôle de telle ou telle activité au bénéfice d'une seule jugée meilleure. Ainsi, religion, politique, économie, information ne jouent pas les mêmes rôles dans les grandes zones continentales de civilisation ni même dans chaque pays.

Ici, prime l'économie financière. Ailleurs, la « gouvernance » politique. Ailleurs encore, la référence religieuse. Dans les faits, aucune des quatre grandes activités n'a été stérile. Chacune a largement contribué au devenir humain mais chacune aussi, un moment, a engendré de l'inhumain. Par cette mise en évidence, la globalisation supérieure, résultant de la mondialité, renouvelle la position des grands problèmes.

Dans une telle perspective, avec les limites actuelles qui sont les siennes, la laïcité constitue un exemple, parmi d'autres possibles, d'une tentative d'arbitrage entre des « raisons » rivales. Il faut bien évidemment dépasser l'arbitrage et parvenir à des compositions plus riches seules garantes de plus d'humanisation. Cela dépend de nos capacités de modélisations entre civilisations. La dynamique des multiples délocalisations ne peut rester simplement économique partielle et sauvage.

Chaque ensemble humain se constitue singulier, s'identifiant à cette singularité. Ces différentes identités humaines, au contact, ont trois possibilités : curiosité, hostilité, et invention supérieure de l'humain. C'est dans cette troisième possibilité que s'inscrit fortement l'œuvre de François Jullien. Non pour « comparer, à plat » circulant entre civilisations, « étiquetant…ressemblances ou différences », mais pour « mettre à l'épreuve des cohérences, puisées ici et là » et pour « sonder les fécondités respectives, tel un sourcier ».

Sans garantie d'éviter fourvoiements et tragédies mais sans exclure de constituer les grands ensembles culturels comme des « ressources » capables de s'affronter et de contribuer à l'invention d'une cosmopolitique de civilisation.

Condition *sine qua non*, cette globalisation supérieure – des observations, analyses, échanges et désaccords – doit sortir de son élitisme et devenir culture commune éducative, profondément partagée. C'est incompatible avec ces vies inhumaines d'esclaves toujours maintenues et tolérées en tant de pays.

En correctif régulateur possible de nos hostilités identitaires toujours soutenues, François Jullien propose ce chemin d'un interculturel d'engendrement volontaire encore inaccessible. Nous sommes très loin d'en avoir compris le caractère vital, et de vouloir le mettre en œuvre pour un autre avenir humain, sans savoir si ce n'est pas le seul qui nous reste.

Jacques DEMORGON

Bibliographie

Cohen D., 2009, *La prospérité du vice*, Paris : Albin Michel.

Cosandey, D. 2007, *Le secret de l'Occident. Théorie générale du progrès scientifique*, Flammarion.

Demorgon J., 2010, *Déjouer l'inhumain. Avec E. Morin*. Préf. de J. Cortès, Paris : Economica.

Glissant E., 1997, *Traité du Tout-Monde*, Paris : Gallimard.

Jullien E., 2009a, *Les transformations silencieuses*, Paris : Grasset.

Jullien E., 2009b, *L'invention de l'idéal et le destin de l'Europe,* Paris : Seuil.

Martin N., Spire A., 2011, *Chine, dissidence de F. Jullien, Dialogues avec F. Jullien*, Paris : Seuil.

Moreau J., Demorgon J., 2008, *Le Vénérable et le philosophe. Franc-maçonnerie et mondialité*, Paris : Detrad.

Needham J., 1954, 2004, *Science and Civilisation in China* - 7 vol., Cambridge, Univ. Press.

Qian Wen-Yuan, 1985, *The Great Inertia. Scientific Stagnation in Traditionnal China*. Londres-Sydney, Cromm Helm.

Van Lier H., 2010, *Anthropogénie*, Liège : Les Impressions nouvelles.

Wunenburger J-J., 1990, *La raison contradictoire*, Paris : Albin Michel.

Notes

(1) Exemple : les devoir d'hier – les Unions Sacrées – ont produit, avec la Grande Guerre les premiers meurtres de masse…

(2) Zigmunt Baumann, né en 1925, possède la double nationalité, britannique et polonaise. Sociologue, il considère la télé-réalité comme une métaphore du monde global. Elle met en scène interchangeabilité, exclusion, jetabilité.

L'Europe : un marché point à la ligne ?

Les élections européennes qui se sont terminées le 25 mai ont provoqué un séisme politique dans toute l'Union européenne.

La première secousse fut l'abstention record qui – quoi qu'en disent les « européistes » – remet en question la légitimité des institutions européennes.

Le second choc fut le score jamais atteint des listes d'extrême-droite et « populistes ». La France fut particulièrement traumatisée par le bouleversement dans l'ordre des formations politiques principales, où le Front National arriva en tête avec un peu moins d'un quart des voix des électeurs. Cela aura d'importantes suites politiques, mais tel n'est pas notre propos. Dans les autres Etats membres de l'Union européenne, les listes dites « eurosceptiques » ont atteint un taux record, particulièrement en Grande Bretagne. C'est un indice supplémentaire de la remise en question de la « construction » européenne.

Cependant, tout cela n'est pas une surprise. La progression de l'extrême-droite et du populisme était prévue. À l'exception notable de la Grèce avec le succès de Syriza, la gauche de combat (« extrême-gauche » ou « gauche de la gauche » sont des expressions dénuées de sens) n'a pas réussi à convaincre. Aussi, l'électorat désemparé se détourne des tenants du système et se reporte, soit par protestation, soit par conviction nouvelle, vers les formations d'ultra-droite qui ont le talent de le manipuler.

Un autre résultat : la droitisation. Le groupe social-démocrate et les écologistes se sont effondrés, la gauche de la gauche, à l'exception – ne l'oublions pas – de Syriza, ne parvient pas à percer et le groupe chrétien démocrate (PPE) comprenant en son sein des formations de droite comme le parti du Hongrois Orban, s'est substantiellement renforcé comme premier groupe politique du Parlement européen.

Une autre conséquence est la désignation du président de la Commission européenne. Le traité de Lisbonne prévoit qu'il est bon qu'il fasse éventuellement partie du groupe politique ayant obtenu le plus de sièges à l'Assemblée européenne. Ce n'est donc pas une obligation. Résultat : on vit pour le moment un bras de fer entre le Parlement et le Conseil européen, ou plutôt entre le peu de démocratie qui existe dans les institutions européennes et l'intergouvernemental.

Le PPE a désigné Jean-Claude Juncker, le Premier ministre du « paradis fiscal » Grand Duché du Luxembourg. Le groupe social-démocrate, le groupe libéral et la gauche de la gauche le soutiennent considérant qu'en tant que candidat de la plus importante fraction, la logique démocratique veut qu'il soit nommé Président de la Commission.

Le Conseil, par contre, qui aura le dernier mot, est divisé. Une partie des Etats-membres appuie Juncker et le Britannique Cameron menace d'avancer le référendum sur le maintien ou non de la Grande-Bretagne dans l'Union européenne prévu en 2017, si Juncker est désigné, considérant qu'il n'est plus à la page – ce qui n'est pas entièrement faux ! Le Premier britannique souhaiterait avoir l'appui de Hollande pour désigner Christine Lagarde, l'actuelle directrice générale du FMI ! Ce serait la « troïka » et la haute finance internationale au pouvoir ! Cameron a le soutien du Danemark, des Pays-Bas et de la Suède. La position de Merkel est assez ambiguë. Soutient-elle Juncker, comme elle le proclame, ou fait-elle en sorte de pousser Lagarde en coulisse ? Les journalistes y vont de leurs spéculations. Quant à Van Rompuy, le Président du Conseil, il est carrément hostile au Luxembourgeois. Il paraît que cela s'appelle « l'Union européenne »…

Le jeu d'Angela Merkel est très subtil. Elle veut se montrer respectueuse de la décision « démocratique » de l'Assemblée européenne, mais n'affirme pas son « soutien franc et massif » à Juncker. Elle se conterait bien du Luxembourgeois qui, ne l'oublions pas, est très affaibli. Juncker a été renversé suite à une sordide histoire d'espionnage, style NSA, en son Grand Duché. Il est à nouveau Premier ministre, certes, mais son aura a pâli.

Alors, que fait-elle ? Elle propose à Cameron un programme pour le futur président de la Commission et si ce programme est adopté, le futur Président s'engagera à le mettre en œuvre. Ce sera évidemment Juncker.

Quel est ce programme ?

Le développement du libre-échange au sein de l'Union européenne, une réforme du budget européen et la restriction de la liberté de circulation. Le développement du libre-échange consiste à déréguler encore davantage et ainsi à préparer l'application du Traité transatlantique actuellement en négociation. Cela rentre donc dans la politique que veut imposer le Royaume Uni : à la place d'une union politique, élaborer une vaste zone de libre-échange jusqu'à la Turquie, voire au-delà.

Le développement du libre-échange consiste à déréguler encore davantage et ainsi à préparer l'application du Traité transatlantique actuellement en négociation. Cela rentre donc dans la politique que veut imposer le Royaume Uni: à la place d'une union politique, élaborer une vaste zone de libre-échange jusqu'à la Turquie, voire au-delà.

Une réforme du budget européen est une vieille revendication d'Albion. Il faut savoir que le budget européen proposé par la Commission, accepté par le Conseil – c'est-à-dire les chefs de gouvernement des Etats-membres – est ensuite ratifié par le Parlement européen. Ce budget porte sur sept années, soit deux ans de plus qu'une législature européenne. Ainsi, le dernier budget adopté concerne les années 2014 à 2020, ce qui signifie qu'une législature ne suffit pas au Parlement pour contrôler le budget. C'est un déni de démocratie ! En outre, les Anglais souhaitent que l'on restreigne encore plus ce budget afin de réduire tous les investissements publics à leur plus simple expression.

Restreindre la liberté de circulation vise l'immigration et ne concerne en rien le dumping social qui, depuis que la fameuse directive Bolkestein dite du « plombier polonais » est, en réalité, appliquée. Donc, « libre » au travailleur de se faire exploiter et restriction aux personnes de migrer dans l'Union européenne dont il fait partie pour s'installer ailleurs.

Cameron ne peut qu'accepter ce programme et le présenter à Londres comme une victoire. La City aura une fois de plus gagné. Et *Le Monde* qui titre que la chancelière allemande « rappelle à l'ordre David Cameron au nom de l'esprit européen ». Passons !

Il s'agit également d'une mise sous tutelle de la Commission et du Parlement par le Conseil. En effet, en imposant ce programme au Président désigné, les institutions européennes sont hors-jeu. La Commission est tenue d'appliquer le programme et le Parlement est bâillonné.

Et ces gens osent se prétendre démocrates.

Pierre VERHAS

Dictionnaire biographique du mouvement libertaire francophone

Cinq cents itinéraires pour témoigner d'un siècle et demi d'engagement libertaire

Présentation par Hugues Lenoir, Claude Pennetier

Dictionnaire biographique du mouvement libertaire francophone et non pas Dictionnaire des anarchistes ou des militants anarchistes ? Nous employons indifféremment les deux termes tout au long de l'ouvrage, car l'un et l'autre appellent à la liberté individuelle sans limite en matière sociale et politique. Il est vrai que dans la langue courante le mot libertaire peut désigner un esprit et un positionnement qui n'a pas la résonance militante d'anarchiste. Il est bien question ici de « mouvement », donc d'un engagement qui a une histoire, des références théoriques et des pratiques, même diverses.

Dictionnaire biographique, le projet n'a pas voulu se transformer en Encyclopédie. Cependant son introduction chronologique et quelques encadrés offrent un cadre historique et thématique. De plus, nous avons eu la volonté de maîtriser la matière pour aboutir et ne pas connaître le sort du *Dictionnaire biographique des pionniers et militants d'avant-garde et de progrès social* de Louis Louvet qui, travaillant de 1959 à 1963, ne dépassa pas la lettre B.

Après publication, l'équipe de rédaction restera mobilisée et continuera à collecter de nouvelles notices, à enrichir les biographies existantes et à les insérer dans le site Maitron-en-ligne [1]. Enfin, pour le mouvement anarchiste, une telle initiative est aussi une occasion de conserver une mémoire, trop souvent défaillante, de ceux et de celles qui ont participé à la lutte sociale contre toutes les inégalités et pour l'émancipation intégrale de toutes et tous depuis près de deux siècles.

Le Dictionnaire s'inscrit dans une volonté de renouveau de l'historiographie du mouvement libertaire, en y incluant la dimension humaine, celle des acteurs, des femmes et des hommes qui ont consacré leur vie, ou une partie de celle-ci, à la lutte pour l'émancipation et le refus des autorités aliénantes.

De fait, les anarchistes apparaissent comme un corpus cohérent même si celui-ci est très diversifié. Les premiers « militants » peuvent être identifiés – même si les termes anarchiste ou libertaire sont fort peu employés à la naissance du mouvement ouvrier. Jean Maitron avait répertorié dans la première période du *Maitron* (1789-1864) les précurseurs, Pierre-Joseph Proudhon en tête (notre chronologie [voir plus loin] commence en 1840 avec son *Qu'est-ce que la propriété* évoquant pour la première fois *l'anarchie* comme état sociétaire harmonieux), suivi de Joseph Déjacque et de Michel Bakounine qui marque l'ère de la Première Internationale et affirme le « collectivisme » fédéraliste par opposition au « communisme autoritaire ». On peut donc compter les 150 ans d'anarchie de 1840 aux années 1980, ou encore de la Première internationale à nos jours : 1864-2014. Aujourd'hui, les travaux sur ces personnages marquants se sont multipliés, un Proudhon a été quelque peu bousculé par l'historiographie féministe et Bakounine a imposé sa marque même dans des courants de pensée éloignés de l'anarchisme. De nouvelles synthèses étaient nécessaires dans le respect de la dimension scientifique et historienne de la série des Maitron.

Pour la période 1864-1871, soit le début de la Première Internationale et la Commune de Paris, il n'existe pas encore de mouvement libertaire, seulement des acteurs qui auront un rôle considérable dans sa naissance, des partisans de Proudhon et des militants dont l'action servira de point de repère pour la mouvance en gestation, comme Louise Michel. Ainsi, il est téméraire, mais juste, d'avoir retenu Eugène Varlin*[2] dont l'itinéraire s'arrête tragiquement, par fusillade, à la fin de la Commune. Qu'il soit réclamé à la fois par la mémoire marxiste et par le grand récit antiautoritaire incitait à ne pas le négliger.

Le mouvement anarchiste se forme vraiment en 1881 « comme courant distinct et indépendant des autres socialismes » écrit Jean Maitron [3]. Neuf ans de gestation depuis les origines, au congrès « anti-autoritaire » de Saint-Imier en 1872. Les organisations anarchistes retiennent plutôt comme moment de naissance le congrès de Saint-Imier en 1872. Le nombre de biographies éclate alors et une diversité se construit progressivement : militantisme dans l'Internationale et ses lambeaux (qui sont en Suisse de belles toiles), le journalisme, l'art, l'illégalisme, l'indi-vidualisme, les milieux de vie et le syndicalisme enfin. Le dictionnaire n'a rien ignoré même si l'attention extrême de journalistes pour les attentats des années 1892-1894 dresse un rideau de fumée devant la réalité de l'action des compagnons, notamment leurs luttes sur les lieux de travail. Le présent ouvrage n'ignore rien mais on comprendra qu'un Fernand Pelloutier*, bâtisseur de la Fédération des Bourses du Travail au tournant du siècle, un Émile Pouget*, le « père Peinard », ou un Pierre Monatte*, directeur de *La Vie ouvrière*, soient plus cités que Jules Bonnot*. Le ralliement de la plus grande partie des libertaires au syndicalisme marque durablement la vie sociale et leur donne un rôle de premier plan dans les régions et dans les Fédérations professionnelles. Le thème de la grève générale devient central adossé à la triple base : antimilitarisme, antipatriotisme, anti-par-

lementarisme. Il faut également compter avec l'élan de la pédagogie libertaire, celle de Paul Robin* à l'orphelinat de Cempuis, d'Henri Roorda* en Suisse et bien sûr de Francisco Ferrer* en Espagne et en France, sans oublier Sébastien Faure*, à la Ruche de Rambouillet.

Les thèmes de la sexualité, de la maternité consciente sont portés par les anarchistes néo-malthusiens Gabriel Giroud* et Eugène Humbert* relayés par Nelly Roussel* et plus tard Jeanne Humbert*, et surtout appuyés par nombre de militants dans les Bourses du Travail, comme l'a montré Francis Ronsin, sans pour autant irriguer le mouvement socialiste et le féminisme.

Dans la même période, une partie de l'anarchisme commence à se distinguer des syndicalistes en se disant « individualiste », courant qui s'affirme fortement avec Libertad* et les essais de « milieux de vie ».

Si la grande époque de l'anarchisme se clôt avec la Première Guerre mondiale et l'Union sacrée qui divise le mouvement, le Manifeste des Seize porté par Pierre Kropotkine* et Jean Grave* n'hésitant pas à soutenir l'Union sacrée, les militants, dans des situations fort différentes, continuent leur route, au front, dans les usines d'armement, parfois en prison. L'étude de leur militantisme devient d'une grande complexité lorsque, confronté aux succès du bolchevisme, certains comme Gaston Monmousseau* basculent dans le communisme, d'autres ne font qu'un passage dans les rangs du PC. Il était de bon ton dans les autobiographies remises à la commission des cadres du Parti communiste de dire que l'on avait été anarchiste, force détails à l'appui, pour mieux souligner l'intensité de la conversion au communisme ; l'autobiographie de Fernand Bellugue* en témoigne. Le courant syndical réformiste, quant à lui, a gagné chez les anarchistes quelques-uns de ses militants les plus importants, dont Léon Jouhaux* secrétaire général de la CGT. Les biographies du DBMLF ne pouvant développer leur évolution militante, on se reportera au *Maitron* pour leur deuxième vie politique.

Les itinéraires anarchistes de l'entre-deux-guerres ont eu pour Jean Maitron un intérêt particulier. Certes, le poids des libertaires n'était pas aussi marquant mais l'historien avait la chance de pouvoir les rencontrer, les interroger, de solliciter leurs archives et de mieux les comprendre. La période est d'un certain intérêt en raison de l'affirmation de la thématique anarcho-syndicaliste dans des organisations, très minoritaires comme la CGT-SR, mais avec une forte présence dans le bâtiment, le livre et un peu dans l'enseignement. C'est surtout le moment des débats théoriques entre plateformisme, concept dû aux anarchistes russes en exil en France qui analysent leur échec politique et tentent de dessiner les voies d'un redressement au sein du mouvement ouvrier (voir Nestor Makhno*) et les synthésistes qui, avec Sébastien Faure*, distinguent trois grands courants anarchistes (l'anarcho-syndicalisme ; le communisme libertaire ; l'individualisme anarchiste), pensent qu'il faut les accepter et qu'il faut les conduire à la synthèse. En dehors de noms connus, plusieurs notices permettent de suivre les formes que prend ce débat jamais clos. C'est l'Espagne qui remet l'anarchisme à l'ordre du jour. Le soutien à la CNT espagnole et aux milices confédérales (Durruti*) pousse Louis Lecoin à créer la Comité Espagne libre puis la section française de la Solidarité internationale antifasciste.

Le soutien à la CNT espagnole et aux milices de Durruti* pousse Louis Lecoin* à créer la section française de la Solidarité internationale antifasciste (SIA). Échec en Espagne, échec du pacifisme face à la guerre, si quelques anciens libertaires se fourvoient comme Louis Loréal*, beaucoup sont associés à des actes de solidarité et de résistance [4], sans que cela constitue une résistance spécifique. C'est dans la clandestinité et par leur capacité de renouer les liens pour reconstruire un mouvement anarchiste que s'affirment les personnalités d'André Arru* et d'Henri Bouyé*.

Les deux décennies qui suivent ne sont pas les plus riches en biographies. Mais dans cette traversée du désert, l'anarchisme conserve de rares bases ouvrières tout en gardant une influence intellectuelle et culturelle qui lui vaut notamment le soutien d'un Georges Brassens* (dont on oublie qu'il fut secrétaire de rédaction du *Libertaire* en 1946) ou d'un Léo Ferré*[5]. Les échecs contribuent à la division. Ceux qui, avec Georges Fontenis*, veulent faire évoluer la Fédération anarchiste vers une plus grande cohésion idéologique et organisationnelle, au risque de diviser, se heurtent aux militants qui, avec Maurice Joyeux*, rejettent ce qu'ils voient comme une dérive ; exclus de la FA devenu Fédération communiste libertaire, ils reconstituent la FA se donnant pour journal *Le Monde libertaire*.

La lutte contre la guerre d'Algérie, la mobilisation contre l'armement atomique et surtout Mai 68 ouvrent une phase de renouveau de l'audience libertaire.

Comment s'est écrite l'histoire de l'anarchisme? On peut découvrir les prémices dans les écrits des anarchistes eux-mêmes, particulièrement dans les quatre volumes de *L'Internationale, documents et souvenirs* de James Guillaume* (1905-1910); dans les cinq volumes de la *Geschichte der Anarchie* de Max Nettlau* (1925-1931, puis posthumes). *L'Encyclopédie anarchiste* dirigée par Sébastien Faure* depuis 1925 a mobilisé les connaissances d'E. Armand*, d'Amédée Dunois*, de Voline* et bien d'autres. Citons également les mémoires de Charles Malato* et de Jean Grave*, les monographies de Jeanne Humbert* consacrées à Paul Robin* et à Eugène Humbert*, celles de Hem Day* sur Han Ryner*, Manuel Devaldès*, Ernestan*, Elisée Reclus*, etc. Les œuvres de journalistes autour de 1950 étaient surtout rythmées par les noms de Ravachol*, Vaillant*, Émile Henry*, Caserio* ou Bonnot*.

La même année 1950, l'instituteur Jean Maitron (1910-1987) soutint à la Sorbonne sa thèse sur l'histoire du *Mouvement anarchiste 1880-1914* qui devint un classique plusieurs fois réédité ; il faisait entrer enfin cette histoire dans le champ universitaire. D'autres publications suivirent, toutes solidement documentées, sereines, scientifiques. C'est dans le même esprit que

Jean Maitron fit place aux articles sur l'anarchisme dans le *Mouvement social* (les Chroniques anarchistes) et qu'il multiplia les biographies de « compagnons » dans son *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*. Avoir été réveillé le matin par son père au son de *La Ravachole* ne l'avait pas rendu anarchiste, mais il voulait revenir aux origines du socialisme et était en empathie avec ces militants à la recherche de voies nouvelles. Chaleureux et intense, il faisait son miel des rencontres avec les militants. Il faut l'entendre sur les archives filmées de l'INA défendre avec chaleur et vigueur le mouvement et refuser de se laisser piéger par l'évocation simpliste des « bandits tragiques ». Dans la même période, Henri Arvon (1914-1992) se fit l'historien des idées, pendant que Daniel Guérin* en était le propagateur. Depuis 1968, les anthologies, les publications universitaires ou militantes se multiplient partout dans le monde. Tandis qu'aux États-Unis, Paul Avrich (1931-2006), professeur d'histoire au Queens College de l'Université de la Ville de New York ouvre de nouveaux horizons internationaux à cette histoire, les travaux universitaires s'affirment en France avec Claire Auzias, René Bianco* ou Daniel Colson ou Celui-ci avait, en 1993, tiré le bilan de la présence des anarchistes dans le *Maitron* de la période 1871-1914. Il l'estimait à 8 % des notices et déclarait : « Peut-être sera-t-il un jour complété par un Dictionnaire des anarchistes »[6]. Son vœu est réalisé !

L'heure est aussi à l'interprétation, à la mise en rapport des notices et pourquoi pas à la socio-biographie. Gaetano Manfredonia l'a déjà esquissée en dégageant trois « idéaux-types » du changement social chez l'anarchiste : insurrectionnel ; syndicaliste ; éducationniste-réalisateur.

Gageons que ce volume relancera le débat.

Notes:

[1] http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?mot28

[2] Michel Cordillot, *Eugène Varlin, chronique d'un espoir assassiné*, Paris, Les Éditions ouvrières, coll. La Part des hommes, 1991.

[3] Jean Maitron, *Histoire du mouvement anarchiste*, [celle-ci a connu plusieurs éditions, chez SUDEL, chez François Maspero, chez Gallimard, nous nous appuyons sur celle de Maspero, dans la collection Bibliothèque socialiste dirigée par Georges Haupt, 1975, tome 1, p. 9].

[4] René Bianco, *Les anarchistes dans la résistance. Témoignages 1939-1945*, CIRA de Marseille, 1985.

[5] D'ailleurs fidèle acheteur du *Maitron* qu'il venait chercher lui-même aux Éditions ouvrières. Dans ses chansons, Ferré laisse volontiers la trace nominative de ses compagnons anarchistes : « Te souviens-tu Lochu », « Joyeux et c'est pourquoi, ils sont toujours debout »…

[6] « Les anarchistes dans le Dictionnaire », in *La Part des militants*, sous la direction de Michel Dreyfus, Claude Pennetier et Nathalie Viet-Depaule, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 1996, p. 191.

LIVRE

Le chartisme. Aux origines du mouvement ouvrier britannique (1838-1858)

Malcolm Chase. 486 p. Publication de la Sorbonne

Jusqu'ici, la principale référence en langue française sur le chartisme était l'ouvrage d'Édouard Dolléans, *Le chartisme (1831-1848), Aurore du mouvement ouvrier*, publié en 1912-1913 et réédité par « Les nuits rouges » en 2003. C'était un ouvrage pionnier, mais bien évidemment dépassé. La traduction du livre de Malcolm Chase, *Le chartisme, Aux origines du mouvement ouvrier britannique (1838-1858)*, par les « Publications de la Sorbonne » (2013), vient donc combler un grand vide sur ce moment essentiel dans l'histoire du mouvement ouvrier. Alternant histoire du chartisme et portraits d'acteurs ou d'actrices du mouvement, Malcolm Chase présente de manière vivante et instructive le premier parti ouvrier. Il couvre, quoique de manière moins complète, la période qui suit le fameux livre d'E.P. Thompson, *La formation de la classe ouvrière en Angleterre*.

Les chartistes s'étaient fixé un programme limité, mais clairement énoncé : les six points de la charte du peuple, c'est-à-dire le suffrage universel pour tous les hommes de plus de 21 ans, le bulletin secret, l'absence de qualifications requises pour être élu au parlement, le versement d'indemnités parlementaires, des circonscriptions de tailles égales, et des élections législatives annuelles. Ces dispositions devaient donc permettre non seulement aux ouvriers de voter, mais aussi d'être élus. La revendication des indemnités parlementaires visait à permettre aux pauvres de siéger, puisqu'ils ne pourraient pas le faire en travaillant. Programme démocratique, donc, mais révolutionnaire dans le contexte d'une classe ouvrière naissante et qui s'affirme comme telle. Si la charte prévoit seulement un suffrage universel masculin, les femmes sont nombreuses dans les manifestations chartistes comme dans les grandes pétitions remises au parlement. A la marge du chartisme se développe un mouvement féministe ouvrier, qui réclame le droit de vote pour les femmes.

Ce qui est fascinant, c'est que la plupart des questions que va se poser ultérieurement le mouvement ouvrier existent déjà dans le chartisme. Dans les meetings, dans les journaux chartistes, on débat des mérites respectifs de la « force morale » et de la « force physique », c'est-à-dire de la question de la violence. De fait, Malcolm Chase note non seulement des émeutes ouvrières attribuées au chartistes, mais aussi des achats massifs d'armes, des complots et tentatives d'insurrections locales solidement préparées, sans compter de multiples histoires de flics trouvés morts à un coin de rue, les nombreuses arrestations et exils de militants. Même si cet aspect, par nature, se laisse moins bien saisir que les déclarations officielles des dirigeants chartistes, il est essentiel pour la compréhension réelle du mouvement.

Si la « force morale » domine généralement la presse chartiste,, il n'en va pas toujours de même du mouvement réel. Dès le début, le chartisme se dote de journaux qui savent innover, à la fois pour échapper aux lourdes taxes sur la presse, pour mettre en place des réseaux de circulation, ou pour rendre leurs journaux plus attractifs. Par exemple, ils mettent au point l'insertion de « posters » lithographies, portraits d'orateurs du parti ou de militants emprisonnés, qui ont un grand succès. Le plus important le *Northern Star*, tire à 11 000 exemplaires, ce qui en fait alors le plus important hebdomadaire anglais imprimé hors de Londres Le chartisme est en lien permanent avec les syndicats, qui dans la même période cherchent, à plusieurs reprises, à se structurer nationalement. S'ils ont des organisations

distinctes, ce sont souvent les mêmes militants qui s'occupent des localités chartistes et des sections locales des *trade-unions.*

Dans la période de reflux du chartisme, après 1840, c'est vers les syndicats que se tournent de nombreux militants, avec un certain succès. Dans sa structuration sociale, le chartisme est effectivement un parti ouvrier, très méfiant sur les alliances avec d'autres classes, notamment avec la petite-bourgeoise démocratique. Par contre, il développe très tôt l'idée d'une unité internationale de la classe ouvrière, s'adressant notamment aux ouvriers belges.

La question de ce que l'on appellerait aujourd'hui des permanents se fait déjà jour, sous un angle totalement différent. Plusieurs orateurs chartistes parcourent le pays pour mener des meetings, plusieurs journaux sont publiés, si bien que le parti chartiste – au sens large – dispose de fait de permanents. Mais, faute de salaires, ces tâches sont accaparées par des héritiers, des rentiers, des petits-bourgeois, voire des aristocrates comme l'extravagant Feargus O'Connor, l'un des grands leaders du mouvement, qui se proclamait descendant des rois d'Irlande. La revendication de la Charte d'indemnités pour les députés se double d'une revendication, jamais satisfaite, de salaires pour les permanents.

On voit régulièrement des délégués aux conventions chartistes ne pas pouvoir venir car ils sont contraints de travailler, ou ne peuvent supporter les frais du voyage.

D'autres, face à la misère, finissent par tout abandonner pour aller tenter leur chance en Amérique. Le problème est donc une réalité qui se répercute dans la politique du parti.

Autre question promise à un grand avenir, celle de la grève générale. En août 1839, un « mois sacré » de grève est prévu dans tout le pays. Démonstration de puissance du mouvement ouvrier, il est aussi une démonstration de force puisque certains dirigeants font appel aux armes. Pourtant, dans les jours qui précèdent le 12 août où doit commencer la grève, les appels au calme se multiplient et le « mois sacré » se transforme en trois jours de grèves locales et de meetings. L'indécision des leaders, leur peur de ne pouvoir mobiliser suffisamment, la crainte d'une véritable révolution et la répression font échouer la première grève générale de l'histoire du mouvement ouvrier.

Les échecs répétés du chartisme vont lui faire perdre de sa force, entraînant une période de démoralisation. Certains leaders chartistes, dont O'Connor, placeront alors leurs espoirs dans une réforme agraire qui permettrait aux prolétaires de retourner à la campagne. D'autres, comme Jones et Harvey, se radicalisèrent en allant à la rencontre des exilés révolutionnaires, socialistes et communistes français et allemands après l'échec de la révolution de 1848.

L'expérience du chartisme pose donc, dès la naissance du mouvement ouvrier, de nombreuses questions fondamentales sur le rôle, le fonctionnement, les moyens et les formes d'actions d'un parti ouvrier. C'est un héritage qu'il convient de redécouvrir et de méditer pour l'avenir.

Nicolas DESSAUX

MORCEAUX CHOISIS

Trois ans plus tôt, quand il était arrivé à l'usine, les ouvriers l'avaient pris sous leur aile spontanément, ils s'étaient occupés de lui, du « petit » Schluckebier, ils avaient parlé avec lui. Ils avaient gagné toute sa confiance. Leurs discours étaient bourrés d'idées nouvelles. Pleins de dépit, ils lui montraient des voitures qui coûtaient quarante mille marks : « Tu vois petit, moi à ce prix-là, je dois nourrir deux enfants pas vraiment plus jeunes que toi, ma femme et moi-même pendant vingt-cinq ans. » « Et qui sait si un gros porc va pas conduire cette voiture sur la riviera. Ou l'offrir à sa poule. » Avec ce genre de propos, ils suscitaient chez le petit Schluckebier beaucoup plus d'émotions qu'ils ne l'imaginaient. Car ils touchaient aux grandes questions de la faim qui ne quittaient jamais le garçon. Un jour, il leur demanda comment ça se faisait qu'ils étaient devenus amis si vite. Et qu'ils étaient de si bons camarades ? « Mets-toi bien ça dans le crâne petit, dirent-ils, on est de pauvres diables qui devons nous serrer les coudes et leur faire la peau – en disant ça ils montraient les voitures hors de prix – sans quoi nous et nos enfants on va crever de faim. »

Georg K. Glaser, *Schluckebier*, **rue des cascades, 2014**

Moins d'une semaine après ce glorieux briefing, les effets n'ont pas tardé à se faire sentir. Une ébauche de réorganisation s'en est suivie. Elle a permis de redistribuer les tâches et de redéfinir les fiches de fonction, réduisant certains postes à presque rien. Les objectifs individuels ont été – selon les déclarations de la direction – renégociés (à la hausse, cela va sans dire). Mais si l'on en croit ce qu'Odile rapporta, ils furent purement et simplement imposés. Sans doute que le sens de ce mot avait à ce point été modifié par l'usage qu'il signifiait désormais l'exact opposé de ce qu'il était censé décrire. Jadis une négociation décrivait la recherche, par un jeu de concessions mutuelles, d'un accord entre deux parties. Aujourd'hui, il désigne un art du commandement. Il permet à la partie hiérarchique de faire adhérer à sa proposition ses collaborateurs, sans avoir besoin de recourir à la brutalité d'une injonction trop ostensiblement autoritaire. Sandrine, se souvenant de ses cours de sémiologie, expliqua à Odile que c'était un phénomène bien connu en linguistique et que cela avait un nom. Il s'agissait, dit-elle en parodiant la docte cuistrerie d'un consultant en ressources humaines, « d'un glissement sémantique ».

Jean-Luc Debry, *Départ volontaire*, **Noir & Rouge, 2014**

Tant qu'on raisonnera dans les limites de cette civilisation inégalitaire, la croissance apparaîtra à la masse des gens comme la promesse – pourtant entièrement illusoire – qu'ils cesseront un jour d'être « sous-privilégiés », et la non-croissance comme leur condamnation à la médiocrité sans espoir. Aussi n'est-ce pas tant à la croissance qu'il faut s'attaquer qu'à la mystification qu'elle entretient, à la dynamique des besoins croissants et toujours frustrés sur laquelle elle repose, à la compétition qu'elle organise en incitant les individus à vouloir, chacun, se hisser « au-dessus » des autres. La devise de cette société pourrait être : Ce qui est bon pour tous ne vaut rien. Tu ne seras respectable que si tu as « mieux » que les autres.

Or c'est l'inverse qu'il faut affirmer pour rompre avec l'idéologie de la croissance : Seul est digne de toi ce qui est bon pour tous. Seul mérite d'être produit ce qui ne privilégie ni n'abaisse personne. Nous pouvons être plus heureux avec moins d'opulence, car dans une société sans privilège, il n'y a pas de pauvres.

André Gorz, **« Leur écologie et la nôtre »**, **in** *Bâtir la civilisation du temps libéré*, *Le Monde diplomatique*/**Les liens qui libèrent**, **2013**

« S'il faut choisir, je me dirai »… jauressien

Sur Gilles Candar, Vincent Duclert, *Jean Jaurès*, Fayard 2014, 688 p.

Acceptons-le et n'y revenons plus : il n'a pas anticipé le revirement ou la faiblesse des socialistes allemands en 1914, leur ralliement à leur gouvernement et leur acceptation de la guerre ; à ce titre, sa lutte contre la loi militaire de trois ans a été une erreur, alors même que le professeur socialiste Andler, excellent connaisseur de l'Allemagne, l'avait mis en garde ; et il n'a pas gouverné, donc jamais assumé les responsabilités écrasantes du pouvoir ni les compromis qu'elles impliquent (au moins les compromissions lui étaient-elle totalement étrangères). Qu'il ait pu sauver la paix à lui tout seul, comme on continue de le croire en France, apparaît improbable.

Jaurès peut-il encore servir aujourd'hui, nous dire quelque chose d'important, dans un monde qui a tellement changé ? C'est la grande question que nous pose cette nouvelle biographie de Jaurès, lourde, très dense, passionnante, et qui a le mérite de s'intéresser aussi à la postérité de son œuvre et de son action, de présenter l'histoire de l'après-Jaurès.

Guéhenno, qui voit en lui « un envoyé du seigneur » lors de sa venue à Fougères en 1907, où il soutient les ouvriers de la chaussure dans leur lutte contre le patronat, nous donne le meilleur mode d'emploi de Jaurès : trouver en lui un remède contre l'écœurement, un contre-modèle contre le cynisme et la sottise triomphants, des principes d'action dans les périodes troubles ; c'est ainsi qu'en décembre 1940, apprenant que l'on débaptise « spontanément » les places Jean-Jaurès » pour les renommer « Philippe-Pétain », il rentre chez lui, retrouve le *Discours à la jeunesse* de 1903 et le lit à sa fille… Un vrai baptême républicain.

Contre toutes les oppressions

Jaurès est de ces socialistes qui dénoncent sans relâche l'impérialisme colonial français, estimant qu'il conduit à des catastrophes. La seule façon de rattraper les erreurs commises, c'est pour lui de « faire la République » en Algérie, au lieu de diviser pour régner : « *C'est par l'élargissement des portes de la cité française, assez généreuse et assez vaste pour accueillir le plus grand nombre de ses enfants, que vous résoudrez le problème algérien.* » (1899). L'affaire marocaine, qui avive le nationalisme français et la haine de l'Allemagne, il la replace dans l'affrontement international des colonialismes : « *Vous pourrez traverser ces pays, les dévaster, les razzier, vous pourrez exaspérer des hommes, mais vous ne pourrez pas leur faire dire : nous indéfiniment.* » Cette même année 1908, il en appelle aussi aux ouvriers français pour qu'ils se sentent d'abord solidaires des opprimés, non de leurs conquérants : « *Si je souffre lorsque tombe un soldat français, je souffre aussi lorsqu'un Marocain succombe sous nos balles.* […] *Nous, Français, qui devrions seconder le mouvement de liberté qui se développe chez les musulmans, nous nous rendons haïssables et odieux, et cela en pure perte. C'est votre honneur à vous, prolétaires français, de comprendre la grande solidarité humaine.* » Il faut lire également les lignes où il regrette l'absence de cette stratégie intelligente qui conduirait à chercher des interlocuteurs modérés et partageant certaines de nos valeurs dans les peuples auxquels nous ne parlons que le langage de notre force provisoire : « *Il y a les hommes modernes, les hommes nouveaux, comme était Mohammed Abdou en Égypte en 1882, comme est aujourd'hui Mustapha Kamehn, comme est l'élite des musulmans de l'Inde unis aux Hindous, comme le sont ces musulmans de la Turquie qui viennent de tendre fraternellement la main aux Arméniens égorgés. Il y a toute une élite qui dit : l'Islam ne se sauvera qu'en se renouvelant, qu'en interprétant son vieux livre religieux selon un esprit nouveau de liberté, de fraternité, de paix.* » Il ne s'en tient pas à des généralités ; l'on sait que le principe selon lequel les colonies devaient se suffire à elles-mêmes, la métropole payant uniquement les troupes d'occupation, incite l'administration à une chasse à l'impôt dont l'excès engendre des « moissons de haine » (1911) [1].

Jaurès s'en prend ainsi nommément aux affairistes qui s'approprient les terres agricoles, des mines, recourent à des procédures d'arbitrage truquées, en Tunisie, en Algérie, au Congo, et la partie est loin d'être gagnée d'avance : il échoue parfois.

Lutter contre les persécutions fait aussi partie du combat socialiste et implique parfois que l'on paye pour cette lutte, personnellement ou collectivement : *Le Matin* interrompt une collaboration de Jaurès, bien rémunérée, à cause de sa dénonciation de l'extermination des Arméniens, qui gêne le bon client turc ; un intermédiaire lui fait savoir qu'il y aurait moyen de recevoir beaucoup d'argent pour combler le déficit de *L'Humanité* en arrêtant les campagnes régulières contre l'emprunt russe, assimilé au soutien d'un régime tyrannique : « *Il vaut mieux que nous disparaissions si la vie est à ce prix.* » (1906).

Les persécutés ne sont pas forcément très loin de nous, et contre l'extrême gauche qui voit avant tout en Dreyfus un officier bourgeois, dont il n'y a aucune raison de prendre la défense, Jaurès s'écrie :

> « (…) *Si Dreyfus a été illégalement condamné et s'il est innocent, il n'est plus ni un officier ni un bourgeois ;* (…) *Il est seulement un exemplaire de l'humaine souffrance en ce qu'elle a de plus poignant. Il est le témoin vivant du mensonge militaire, de la lâcheté politique, des crimes de l'autorité.* (…) *Par la faute de la société qui s'obstine contre lui à la violence au mensonge et au crime, il devient un élément de révolution.* » (1898) La guerre civile entraînée par l'Affaire, loin d'estimer qu'elle déshonore notre

pays, Jaurès la voit comme une occasion de réaffirmer sa confiance en « *notre grande France généreuse, faisant face une fois de plus aux puissances de réaction et de ténèbres, [qui] aura bien mérité du genre humain* »[2].

Internationalisme et patriotisme

C'est que, pour Jaurès, toute lutte pour la justice ne peut que renforcer l'amour du pays qui l'accueille puis lui donne la possibilité de triompher. Il est de ces esprits qui rassemblent, réunissent, non de ceux qui divisent et distinguent. Cela implique sans doute parfois un risque de confusion mais exprime aussi une générosité, un enthousiasme, un souci des autres, de tous les autres, qui donnent un sens à la politique, la font échapper aux calculs médiocres.

La lutte contre l'état-major et ses mensonges, lors de l'Affaire Dreyfus, n'entraîne aucun antimilitarisme chez ce frère d'amiral, qui compte deux autres amiraux proches de lui dans sa famille. L'armée lui paraît suspecte d'hostilité à la République et à la démocratie ? Il faut entreprendre de la changer, de la réformer, non de se débarrasser d'elle ni de l'humilier. Il faut prévoir, en cherchant à tout prix la paix, l'hypothèse de guerre. C'est le but de sa proposition de loi développée dans L'Armée nouvelle (1910-1911), où il préconise la fin du service long et de l'encasernement, des périodes d'instruction « à la suisse » brèves mais régulières chaque année, l'entrée des classes populaires dans les écoles d'officiers, sans chercher à contourner les difficultés par de vagues généralités : appuyé sur de solides dossiers que lui préparent des militaires amis, il ne craint pas non plus d'exprimer des préférences techniques, comme pour la batterie à six pièces. Mais ce n'est pas la technique qui l'intéresse d'abord, c'est l'esprit dans lequel cette technique peut être utilisée, qui peut en faire un instrument au service de la société : « *Si notre pays était menacé par une coalition de despotes ou par l'emportement brutal d'un peuple cupide, nous serions les premiers à la frontière pour défendre la France* (…). *Qu'on cesse donc d'opposer internationalisme et patriotisme, car, dans les esprits un peu étendus et dans les consciences un peu hautes, ces deux choses se concilient.* » (1893)

Pas de progrès social ni politique envisageable dans un pays menacé ou envahi. Tel est le sens de sa défense de l'armée contre certains Dreyfusards obsédés par leur revanche. C'est ici qu'interviennent les « forces morales », le rappel des volontaires de Valmy qui repoussent une coalition européenne d'armées professionnelles bien dressées et entraînées, au point d'aveugler les admirateurs de Jaurès sur les changements fondamentaux qui seront entraînés par l'apparition de régimes totalitaires et d'armes nouvelles destinées à répandre la terreur d'abord chez les civils.

Les « *forces morales* », c'est la conviction absolue de ne pas se battre dans une guerre d'agression, de se défendre et de défendre un territoire sur lequel on a essayé d'installer une République, certes imparfaite mais en progrès ; elles seules peuvent rendre un pays fort : « *La démocratie « n'a pas le droit d'attaquer.* » Hostile à toute intervention extérieure, il propose une politique étrangère à la fois modeste, humble, mais claire et ferme : « *La vraie politique étrangère de la France, c'est une politique de démocratie hardie, fraternelle : pas d'autre intervention que l'exemple, mais celui-ci haut et lumineux comme un signal en mer.* » (1890).

Contre les sectarismes, aller de l'avant

Ce que condamne avant tout Jaurès, ce sont les dogmatismes, les formules figées qui enferment une réalité trop riche et mouvante pour se plier à un discours gravé dans le marbre. L'homme qui a précipité la rupture des relations diplomatiques avec le Vatican, révélant dans L'Humanité (grâce au prince Albert 1er de Monaco !) les pressions du pape pour empêcher une visite du président de la République française en Italie, l'homme qui a soutenu la Séparation de 1905, prend la défense d'officiers catholiques – la Ligue des Droits de l'homme est aussi partie prenante de ce combat contre le sectarisme – sanctionnés pour avoir assisté à une messe lors d'un congrès de la Jeunesse catholique. Il doit aussi se défendre contre toutes les attaques personnelles le visant, à droite et à gauche, lorsque la communion de sa fille et son éducation religieuse sont dénoncées en 1901. Comme toutes les riches personnalités, il peut avoir ses contradictions et ses faiblesses. Qu'il ait gardé de la religion de son enfance le grand souci de l'égalité des êtres, peut-on le lui reprocher ? Il semble cependant que son épouse ait souffert de la réputation de bigoterie qu'il lui a maladroitement « collée » quand il a expliqué dans « Mes raisons » qu'il ne voulait pas la blesser : elle ne se reconnaissait pas dans le portrait, qui lui paraissait plutôt être celui de la mère vénérée du leader socialiste, « Mérotte ».

Il n'empêche : blessé, sommé de se justifier, ne trouvant sans doute pas tous les mots qu'il fallait pour concilier à la fois son personnage politique, son être intime, sa vie familiale, ses aspirations et les réalités de la vie sociale, il a alors expliqué son idéal de l'enseignement, un idéal qui peut encore nous inspirer aujourd'hui (même si les marcheurs de la « manif pour tous » en ont des hoquets d'indignation) : « *Le droit de l'enfant, c'est d'être mis en état, par une éducation rationnelle et libre, de juger à peu près toutes les croyances et de dominer toutes les impressions premières reçues par lui. Ce ne sont pas seulement les impressions qui lui viennent de la famille, ce sont celles qui lui viennent du milieu social que l'enfant doit apprendre à contrôler et à dominer. Il doit apprendre à dominer même l'enseignement qu'il reçoit ; celui-ci doit être donné toujours dans un esprit de liberté ; il doit être un appel incessant à la réflexion personnelle, à la raison. Et tout en communiquant à l'enfant, les résultats les mieux vérifiés de la recherche humaine, il*

doit mettre toujours au-dessus des vérités toutes faites la liberté et l'esprit en mouvement. »

Ici encore, il n'évoque pas seulement de grands principes mais propose, par exemple d'ouvrir plus largement l'enseignement à l'étude des autres civilisations et cultures, afin de faire régresser chauvinisme et nationalisme, ces fauteurs de guerre : « *Pour nous, socialistes, pour nous hommes, il n'y a ni opposition de races ni opposition de continents, mais, partout* (…) *la même humanité* (…), *qui monte, qui grandit et qui a le droit de monter et de grandir.* » Ce qui apparaît évident en 2014, au moins en paroles, était loin de l'être en 1904.

Enfin, Jaurès est le défenseur de politiques qui ne fassent pas du rapport de forces, de l'affrontement violent d'un vainqueur et d'un vaincu, la réaction normale du pouvoir quand il est contesté. N'oublions pas que les gouvernements d'avant la Grande Guerre recourent sans trop d'états d'âme à l'armée contre le peuple, s'attaquent aux postiers (Clemenceau en 1909), aux cheminots (Briand, ancien apôtre de la grève générale mais maintenant au pouvoir, en 1910), contre lesquels on utilisera aussi l'arme de la révocation en 1920. En 1907, Clemenceau révoque Marius Nègre, secrétaire du syndicat des instituteurs (réintégré en 1911) ; le Cartel des gauches n'admettra « de fait » le droit syndical qu'en 1924, la reconnaissance officielle intervenant en 1946.

Non à la violence ?

Il est certes opposé à la violence ouvrière et la mort de l'ingénieur Watrin, défenestré puis jeté sur des piques à Decazeville, en 1886, lui paraît « *ferme[r] les portes aux revendications de la pensée socialiste* ». Faut-il rappeler les faits ? « *Mandat avait été donné à Jules Watrin, sous-directeur des mines, de réduire fortement les coûts salariaux et les coûts de fonctionnement par tous les moyens. Ces salaires étaient passés de 150 à 200 francs par mois en 1878 à 33 francs en 1886. Une enquête fut ordonnée sur les agissements indélicats de Watrin à l'égard des ouvriers. C'est alors qu'on découvrit le pot-aux-roses. Selon un contrat conclu secrètement avec la Compagnie des Houillères et Fonderies de l'Aveyron, Watrin touchait un pourcentage de 10% sur la réduction progressive des salaires !* » [3] La répulsion de Jaurès devant la violence spectaculaire, quand un Mandela nous rappelle aujourd'hui que l'oppresseur fixe lui-même les règles de la lutte[4], ne paralyse pas sa réflexion sur la violence invisible qui règle le monde : « *Un acte de brutalité, il est vu, il est retenu. Une démarche d'intimidation est saisie, constatée, traînée devant les juges. […] le patronat n'a pas besoin, lui, pour exercer une action violente, de gestes désordonnés et de paroles tumultueuses ! Quelques hommes se rassemblent à huis clos, dans la sécurité, dans l'intimité d'un conseil d'administration, et à quelques-uns, sans violence, sans gestes désordonnés, sans éclat de voix, […] ils décident que le salaire raisonnable sera refusé aux ouvriers ; ils décident que les ouvriers qui continueront la lutte seront exclus, seront chassés, seront désignés par des marques imperceptibles, mais connues des autres patrons, à l'universelle vindicte patronale. Cela ne fait pas de bruit ; c'est le travail meurtrier de la machine qui, dans son engrenage, dans ses laminoirs, dans ses courroies, a pris l'homme palpitant et criant, la machine ne grince même pas et c'est en silence qu'elle le broie.* » (1906, à Clemenceau).



Croquis d'Henriot pour *L'Illustration* n° 3786 du 25 septembre 1915

Le courage en politique et dans la vie

Que retenir de cette évocation d'une figure autrement plus complexe que celle que l'on croit connaître ? La lecture de cette biographie inspire un certain malaise face à la médiocrité des débats politiques actuels, à la pauvreté de la langue utilisée à l'assemblée et dans les médias. Bien entendu, il faut se retenir de gémir sur « le changement des temps » et admettre que nos hommes politiques affrontent des défis très différents, moins valorisants (ou moins valorisés ?) qu'à l'époque où la République était jeune…

Jaurès ne nous apporte pas de « solutions » toutes faites, un prêt-à-penser qui nous épargnerait la réflexion et la connaissance, mais c'est un éveilleur, un réveilleur aussi. Il rappelle que la générosité, appuyée, non entravée, par une vaste culture, par la rigueur et l'intransigeance, est aussi une arme utile en politique. C'est grâce à lui que l'on peut encore vouloir « faire » de la politique. La définition du courage qu'il donne dans son « Discours à la jeunesse » de 1903 sert en 1940 à Guéhenno ; elle peut encore servir en 2014 *: « Le courage, c'est (...) d'agir et de se donner aux grandes causes sans savoir quelle récompense réserve à notre effort l'univers profond, ni s'il lui réserve une récompense. Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire : c'est de ne pas subir la loi du mensonge triomphant qui passe, et de ne pas faire écho, de notre âme, de notre bouche et de nos mains aux applaudissements imbéciles et aux huées fanatiques. »*

Jean-Kely PAULHAN

Notes:

[1] Voir Victor Augagneur, *Erreurs et brutalités coloniales*, Montaigne, 1927, sur les troubles engendrés à Madagascar par les impôts, surtout quand ils sont perçus

par des fonctionnaires corrompus qui peuvent les exiger deux fois de suite, soutiennent le vol de terres indigènes et obligent les Malgaches à aller travailler chez les colons à un prix imposé.

[2] Même réaction patriotique chez la journaliste communiste Andrée Viollis sous l'Occupation : le combat contre le racisme hitlérien et Vichy est un combat pour la France. Voir Elizabeth Brunazzi « Forteresse écriture : Andrée Viollis et Jean Guéhenno, de Vendredi aux *Lettres françaises*, 1935-1950 », *Cahiers Guéhenno*, n°4, juin 2014.

[3] Source : http://www.vivreaupays.pro/Patrimoine/tabid/80/ProdID/445/Langauge/fr-FR/CatID/39/JULES_WATRIN_DECAZEVILLE_AVEYRON.aspx

[4] Contrairement au discours « pacifiste » dominant, Mandela n'a pas exclu la violence ni le terrorisme dans une première partie de sa vie militante, même s'il a cherché à éviter les morts d'hommes. C'est seulement lorsqu'il a trouvé des adversaires avec lesquels échanger des arguments, des interlocuteurs certes hostiles mais ouverts à un dialogue, qu'il a modifié sa position : « *C'est toujours l'oppresseur, non l'opprimé qui détermine la forme de la de la lutte. Si l'oppression utilise la violence, l'opprimé n'a pas d'autre choix que de répondre par la violence.* », cit. in Benjamin Barthe, « Nelson Mandela, un héros encombrant pour Israël », *Le Monde* [Géopolitique], 12 décembre 2013, p. 1.

Jaurès

♦ Jean Jaurès, ***Justice d'abord !*** anthologie présentée par Gilles Candar, coll. Les rebelles, Le Monde, 2012

♦ Vincent Duclert, ***Jean Jaurès. Combattre la guerre, penser la guerre,*** Fondation Jean Jaurès, 2013

♦ Elisa Marcobelli, ***La France de 1914 était-elle antimilitariste ? Les socialistes et la Loi de trois ans,*** Fondation Jean Jaurès, 2013

♦ Jean Guéhenno, ***La Mort des autres***, Grasset, 1968 ; ***Journal des années noires***, Folio, Gallimard, (1947) 2002

♦ Aragon, « S'il faut choisir, je me dirai barrésien », ***Les Lettres françaises***, 16 décembre 1948, texte commenté par René Merle, http://rene.merle.charles.antonin.over-blog.com/article-aragon-et-barres-102866030.html

♦ Maurice Barrès, ***Mes Cahiers 1896-1922,*** prés. par Guy Dupré, Plon, 1994, pour les belles pages sur la mort de Jaurès

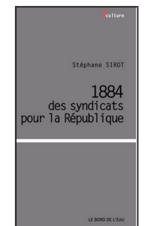
♦ Philippe Tourancheau, ***Qui a tué Jaurès ?*** (avec Philippe Torreton), film, France 5, rediffusé le 14 juin 2014 à 0 h 30 (!)

Nous signalons...

L'excellent petit livre de Robert Louzon: ***Cent ans de capitalisme en Algérie***, constitué d'articles parus dans la *R.P.* en 1930, publié en 1998 par Acratie, fait l'objet d'une réédition (80 pages, 8 euros).

Acratie, L'Essart 86310 La Bussière

1884 : la République, les syndicats, la loi



1884 : des syndicats pour la République [1]. Tel est le titre du dernier ouvrage de l'historien Stéphane Sirot. Stéphane Sirot est un des principaux historiens français du mouvement ouvrier ; il s'est plus particulièrement intéressé aux grèves et au syndicalisme.

La loi de 1884 légalisant le syndicalise est souvent présentée comme une des lois importantes de la IIIe République naissante (avec celle sur l'école laïque, la liberté de la presse…). Elle est parfois présentée aussi comme une avancée démocratique pour le mouvement ouvrier, bref une conquête ouvrière. L'auteur, l'année du 130e anniversaire de l'adoption de la loi, donne un point de vue plus nuancé : pour lui, elle s'intègre dans un moment particulier des rapports entre l'Etat bourgeois et le mouvement syndical. Pour construire sa démonstration, l'auteur se plonge dans les sources même de ladite loi, à savoir les débats parlementaires à son sujet, qui ont été longs (trois ans) et difficiles. Et de fait, les intentions des parlementaires apparaissent le plus souvent comme dénuées d'ambiguïté.

Un tournant… relatif

La loi de 1884 sur le syndicalisme marque en effet une rupture d'un certain point de vue. Le syndicalisme, et plus globalement les groupements professionnels, sont combattus et réprimés durant la majeure partie du XIXe siècle. Ainsi la prétendue « tolérance » du Second empire (loi de 1864 dépénalisant la grève) trouve vite ses limites : l'ordre du jour d'un rassemblement syndical doit préalablement être transmis à l'autorité, et il doit se tenir en présence d'un policier !

A cet égard, la loi de 1884 représente bien un tournant. Mais un tournant dans l'intérêt bien compris de l'Etat capitaliste : alors que les grèves s'étendent, que dans les faits les syndicats se développent, et que le socialisme progresse… il s'agit de faire en sorte d'empêcher que la confluence de ces trois aspects débouche sur une contestation ouverte. Dans cette situation, en effet, poursuivre une politique de répression peut devenir contre-productif : comme le dit sans ambages Jules Ferry lui-même, « *Réprimer aveuglément* (…) *favorisait la prolifération des sectes socialistes. En autorisant les syndicats professionnels, ce gouvernement a mis en place une administration* (…) *capable d'isoler les agitateurs professionnels* ».

Préserver l'ordre social, c'est aussi permettre aux ouvriers d'obtenir une amélioration de leur sort, sans pour autant mettre en place une législation sociale trop contraignante (il n'est nullement question d'Etat-Providence à l'époque !) : les parlementaires républicains pensent que les syndicats deviendront prestataires de service (bureaux de placement, protection contre le chômage et la vieillesse…) sans que l'Etat ait à se préoccuper de « social ».

Intégrer, surveiller… et punir

Mais il y a un autre grand but, toujours dans un souci de préservation de l'ordre social. A savoir : faire des syndicats des organes intégrés à ce même ordre social, les transformer d'ennemis de classe en « partenaires sociaux » (si le mot n'existe pas, l'idée est déjà présente). Ainsi, pour les partisans de la légalisation des syndicats, ils peuvent être de bons instruments pour garantir la stabilité sociale, tout d'abord en « disciplinant » l'usage de la

grève : comme le déclare un député du Rhône, « *avec les syndicats, composés généralement des hom-mes les plus généreux et les plus intelligents des corporations, vous pouvez être certains que tous les moyens de conciliation seront toujours employés jusqu'à la dernière extrémité ; et alors vous n'aurez plus de ces grèves intempestives qui surgissent du jour au lendemain* ». Les syndicats – pensent même certains parlementaires – pourront servir à faire accepter à la classe ouvrière la logique de la société capitaliste (Jules Ferry : « *Ce qui n'était dans d'autres temps qu'indignation et révolte devant des nécessités incomprises peut devenir une adhésion raisonnée et volontaire à la loi naturelle des choses* »). Et les légaliser favorisera un grand nombre d'adhésions, isolant en leur sein les partisans de la lutte contre le capitalisme : « *l'esprit moyen qui se dégagera de ces associations sera un esprit de modération* ».

Enfin, certains espèrent que les syndicats, par le biais des négociations d'accords (et la fréquentation régulière du monde patronal que cela implique), seront des facteurs de stabilité sociale.

Mais on n'est jamais trop prudent… car si l'Etat capitaliste n'est pas mécontent de disposer d'interlocuteurs, il ne faudrait pas que ces derniers se mêlent de vouloir formuler un projet de société global… et à devenir ainsi une menace pour la société existante ? La loi borne donc le champ d'action des syndicats : ils doivent défendre « *exclusivement* » (nuance limitative) « *des intérêts économiques, industriels, commerciaux ou agricoles* ». Toute notion d'intérêt général – qui peut impliquer un projet d'organisation de la société – est retirée du texte de loi. Et enfin, une série de restrictions et de moyens de contrôle est prévue : interdiction des responsabilités syndicales pour les étrangers et les femmes, obligation de déposer les statuts d'un syndicat avec les noms de ses dirigeants (certains parlementaires auraient voulu imposer le dépôt de la liste des membres du syndicat avec leur adresse !), non-reconnaissance du fait syndical dans l'entreprise (licencier quelqu'un pour activité syndicale est légal)… certaines auraient même voulu interdire les unions de syndicats (les confédérations en d'autres termes) : en regroupant les travailleurs des différentes corporations, elles sont amenés à fournir une vision générale de la société, ce qui là encore est perçu comme un danger.

Comme on le voit, pour les républicains de la IIIe République, la légalisation du fait syndical est avant tout la reconnaissance d'un fait déjà existant, dans le but de le détourner de la contestation de la société capitaliste.

Une victoire posthume ?

Pour l'auteur, ce projet des républicains bourgeois échoue dans un premier temps. Tout d'abord parce que le mouvement syndical la refuse : ainsi la Fédération nationale des syndicats demande son abrogation. Un certain nombre de syndicats refusent de se plier aux obligations légales, et plus tard la CGT accepte en son sein ces syndicats « hors-la-loi », défiant ainsi la légalité « républicaine ».

De plus, loin de s'atténuer, le mouvement gréviste s'amplifie progressivement jusqu'aux années 1970. Pire, infirmant les espoirs en un syndicalisme facteur d'ordre social, la CGT de la fin du XIXe et du début du XXe siècle se définit ouvertement comme porteuse d'un projet de société en rupture avec le capitalisme, autrement dit comme une ennemie de l'Etat bourgeois.

En revanche, il considère aussi qu'un changement se produit à partis des années 1980. Il correspond notamment au développement de la négociation d'entreprise, associée à une « dépolitisation » du mouvement syndical, autrement dit à une renonciation rampante à changer la société.

Une victoire posthume de Jules Ferry ?

Ce ne sont ici que quelques aspects d'un livre stimulant, qui en recèle beaucoup d'autres.

Quentin DAUPHINÉ

Note:

[1] Stéphane Sirot : *1884 : des syndicats pour la République*, éditions Le Bord de l'eau.

Deux livres sur les « Amis de Durruti »

Groupe dissident de la CNT espagnole très critique sur la participation de celle-ci au gouvernement républicain, le groupement des «Amis de Durruti», un des rares groupes restés aux côtés des ouvriers dans les Journées de mai 1937 à Barcelone, fait l'objet de publications récentes.

Los Amigos de Durruti : Historia y antología de textos

Agustín Guillamón a signé un nouveau livre en espagnol : *Los Amigos de Durruti: Historia y antología de textos*, co-édité à Barcelone par Dskntrl-ed! et Aldarull (novembre 2013, 333 pages, ISBN: 978-84-941941-6-0). Dès les premières lignes il annonce clairement : « Ce livre traite de la théorie révolutionnaire. Le regroupement des Amis de Durruti constituait une sérieuse opposition aux comités dirigeants de la CNT et de la FAI ». Cette étude sur 144 pages des Amis de Durruti est suivie d'annexes (plus de la moitié du livre): correspondance de Jaime Balius, textes variés des Amis de Durruti, et la brochure *Hacia una nueva Revolución.* Le livre ne coûte que 9 euros en Espagne.

Vers une nouvelle révolution

Le texte de Jaime Balius (Amis de Durruti, 1937-38) était disponible sur internet en anglais et en espagnol. Il a été enfin traduit en français et publié aux Éditions du Coquelicot de Toulouse. C'est d'ailleurs à Toulouse que Balius est mort en 1980.

N° 6 des cahiers du coquelicot (mai 2014). 10 € + 2 € de frais de port auprès de : Le Coquelicot / BP 74078 / 31029 Toulouse cedex (chèques à l'ordre de : Le Coquelicot).

De quoi revisiter la Révolution espagnole.

Stéphane JULIEN

BILLET D'HUMEUR :

Régression sociale, défouloir et désespérance…

Le mois de mai 2014 a commencé par une très mauvaise nouvelle. Selon la presse économique difficilement qualifiable de gauchiste, l'ensemble des rémunérations fixes et variables des patrons du CAC 40 vient de connaître, pour la troisième année consécutive, une diminution sensible.

Avant d'entamer une croisade pour aider ces nouveaux démunis, il faut jeter un œil sur les sommes publiées. La moyenne annuelle des rémunérations des intéressés (car il n'y a pas de femmes) est supérieure à 2 151 000 € soit, par un calcul enfantin, un peu moins de 6 000 € par jour. Certes il ne faut pas sous-estimer les charges (impôts de toute nature, logement, voiture, domesticité, frais vestimentaires, frais de représentation…) qui pèsent lourdement sur cette catégorie de citoyens, mais cette moyenne représente 126 ans de SMIC ! Un des records est détenu par le patron de Carrefour, soit 201ans de SMIC !

Est-il possible d'expliquer, de justifier un tel niveau de rémunération et un tel écart ?

Peu de temps après cette annonce, circule une proposition, pardon, une idée d'un ministre du Travail socialiste qui « arrivant aux affaires » suggère un « moratoire des élections de délégués du personnel et aux comités d'entreprise pour permettre de créer des emplois ». En effet, selon une vieille rengaine patronale, les entreprises verraient leurs « charges » s'accroître fortement lors du franchissement des seuils de 11 salariés et de 50 salariés à partir desquels sont doivent être organisées des élections de délégués du personnel et de membres du comité d'entreprise ce qui inciterait les employeurs à ne pas embaucher pour ne pas les franchir.

Selon le Code du travail, les délégués du personnel représentent les salariés et font part à l'employeur des réclamations individuelles et collectives. Le ministre doit ignorer que son administration (par souci d'économie ?) ne publie plus de statistiques sur les élections de délégués du personnel (DP). Les statistiques publiées sont issues d'une enquête baptisée REPONSE (Relations professionnelles et négociations d'entreprise) qui ne prend en compte les entreprises qu'à partir de 20 salariés !

Cependant, la dernière publication en 1999[1], montre que, en dépit de ces obligations légales, plus de 56 % des établissements étaient sans représentation du personnel et plus particulièrement : plus de 80 % de ceux-ci dans la tranche de 10 à 19 et plus de 66 % dans la tranche de 10 à 49 en étaient dépourvus. De plus, une loi de 2005 a porté la durée du mandat de deux à quatre ans pour éviter des élections rapprochées.

Un moratoire est effectivement le meilleur moyen d'éviter les problèmes, de favoriser l'absence de candidatures, d'éviter les renouvellements et de faire taire les réclamations et l'expression syndicale.

Pratiquement au même moment, un membre du PS, Pascal Lamy[2] et le président du MEDEF, Pierre Gattaz (plaident pour l'instauration d'un mini SMIC (?) pour renforcer la compétitivité des entreprises !

Créé en 1950, le salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) qui deviendra, en 1970, salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) est par définition un salaire en dessous duquel aucun salarié ne peut être payé car il représente un minimum vital. Aujourd'hui, le nombre de « smicards » a augmenté : plus de 3 millions de personnes soit plus de 13 % des salariés. Les auteurs de la proposition ne sont pas concernés : la rémunération annuelle de M. Gattaz est de 466 000 €, celle M. Lamy était de 366 000 € lorsqu'il était directeur général de l'Organisation Mondiale du Commerce.

Encore faut-il rappeler l'existence de nombreuses dérogations au SMIC : contrat d'apprentissage, contrats en alternance, les « stagiaires », les emplois d'avenir, contrats de professionnalisation, les moins de 18 ans…

Le Premier ministre s'est heureusement opposé à cette idée inique qui rencontre des adeptes même dans son propre camp.

Avant de quitter le ministère du Travail pour Bercy, Michel Sapin a annoncé la suppression des élections aux Conseils de prud'hommes et le recours à une procédure de désignation sur la base des nouveaux critères de représentativité. La RP s'était fait l'écho[3] de la menace qui pesait sur l'institution particulière datant de 1806 qui permet à des employeurs et des salariés élus de juger les litiges individuels du travail

Les élections qui devaient avoir lieu en 2013 ont été reportées à 2015 permettant à Rachida Dati de supprimer 63 conseils de prud'hommes. C'est la même logique comptable, à savoir le coût des élections .alliée à une abstention jugée élevée qui inspire cette mesure… avant le coup de grâce ?

Le monde du travail ne peut que ressentir fortement cette avalanche d'annonces de mesures teintées de régression sociale qui portent atteinte à des principes de protection et de défense sociale. Il ne faut donc pas s'étonner qu'il manifeste son inquiétude, sa désespérance et sa défiance à l'égard d'une classe politique qui portée au pouvoir ne respecte pas ses engagements.

Le résultat des élections européennes sonne comme le tocsin. L'enquête réalisée par l'FOP à la demande de *L'Humanité*[4] est consternante dans sa brutalité. Elle montre une forte augmentation de la pénétration du FN depuis un sondage réalisé en 2012 sur les intentions de vote à la présidentielle selon la proximité syndicale.

Si le FN a recueilli aux Européennes 25 % des voix des Français, il obtient 30 % des voix des salariés et 25 % de celles des salariés proches d'un syndicat. La répartition des votes en fonction de la proximité syndicale montre l'importance du vote pour le FN dans le monde du travail : 33 % des proches de FO ont voté pour le FN, 27 % des proches de Solidaires, 22 % de la CGT, 17 % de la CFDT.

Il ne s'agit pas d'un banal défouloir : rejet du politique et perte de confiance vont de pair chez les salariés. Ce n'est pas en portant atteinte aux institutions des travailleurs qu'un Gouvernement améliore le fonctionnement de la démocratie.

Gabriel FONTENOY

1 *Travail –Emploi*, n°48.1, Novembre 2001
2 Il fut, il est vrai, membre de la commission « Prospective » du MEDEF
3 Nuages noirs sur la Prudhomie, *RP* de juin 2011.
4 L'*Humanité* du 28 mai 2014.

La fin du politique ?

Définir « le » ou « la » politique est chose quasi impossible, si on veut donner à ce mot un sens universel.

Aussi, prenons deux définitions très éloignées l'une de l'autre.

La première nous fera sourire en nos temps d'incertitude, de désillusion, de scepticisme. Elle est de la plume de Jean-Baptiste André Godin (1817-1888), autodidacte, compagnon du Tour de France, Franc-maçon et fondateur du familistère de Guise (Aisne) qui se voulait être une nouvelle forme d'Association transversale des classes sociales dont la construction a commencé en 1854 et s'est achevée en 1883. Cette Association a duré pratiquement un siècle et s'est achevée en 1968.

Godin croyait profondément au progrès de l'humanité et voyait en la politique un moyen pour construire une société meilleure. Il écrit :

« La politique étant l'art de gouverner les hommes, elle devrait avoir pour base les principes éternels du juste et du droit ; elle devrait être la science de toutes les formes du bien appuyées sur la vérité, la droiture, l'équité, l'amour du peuple, le respect du droit de chacun et la vénération religieuse de la vie humaine. »

L'autre définition est celle de Jean-Paul Sartre (1905-1980) qui n'est pas à présenter tant il eut une influence majeure sur les générations d'après-guerre. Sartre définit la politique comme étant la lutte menée en commun par des hommes contre d'autres hommes.

En résumé, Godin définit la politique selon ce qui devrait être son objectif. Sartre la définit selon ce qu'elle fait.

Cependant, qu'il s'agisse de Godin ou de Sartre, qu'on définisse la politique comme une lutte d'hommes contre d'autres hommes, comme un moyen d'aboutir à une meilleure société, ou plus simplement comme la conduite des affaires de la cité, la politique s'articule toujours sur une institution : l'Etat.

L'Etat, c'est là où s'accomplit la tâche de conduire les affaires publiques. L'enjeu de la lutte, selon Sartre, est sa conquête, car l'Etat est aliénant.

D'ailleurs, toutes les doctrines politiques avec le suffixe « isme » ont pour objectif final : la disparition de l'Etat. Et s'il n'y a plus d'Etat, il n'y a plus de politique. Et la différence entre les « ismes » porte en définitive sur les moyens d'arriver à cette disparition de l'Etat. L'anarchisme vise à la suppression immédiate de l'Etat, le socialisme opère par la conquête de l'Etat, voire son renforcement pour mieux le faire disparaître par après. Le libéralisme procède au démantèlement de l'Etat par étapes.

Ainsi, le politologue et historien, professeur à l'Université de Bruxelles, John Bartier rapportait souvent cette conversation qui eut lieu entre Charles Rogier et Frère Orban, les deux dirigeants libéraux des débuts du royaume de Belgique. Frère Orban qui était un chaud partisan du *« laisser faire, laisser aller »* souhaitait que l'on réduise l'Etat et le gouvernement à leur plus simple expression. Rogier lui répondit : *« Maintenant que nous sommes aux affaires, autant en faire quelque-chose de cet Etat »*.

L'échec du communisme

La forme la plus radicale du socialisme, le communisme, de son côté, renforça l'Etat par la violence, par l'expropriation, par la persécution et par le sang. On prétend souvent que la révolution de 1917 – qui fut, on l'oublie, un coup d'Etat qui s'est transformé en révolution – s'est achevée à la mort de Lénine et à l'avènement de Staline en 1924. Pour moi, c'est inexact. Elle fut assassinée par Trotski suite au soulèvement des marins de Kronstadt en mars 1921 qui dénoncèrent les dérives du pouvoir léniniste. Pour ces hommes qui furent le fer de lance des révolutions de 1905 et de 1917, ce pouvoir détournait les objectifs de la révolution : instaurer la république des Soviets, c'est-à-dire des conseils d'ouvriers et de soldats. En réalité, le processus de décision qui devait partir de la base pour aboutir au sommet, s'est inversé et est devenu un pouvoir totalitaire. C'est pourquoi, comme l'a dit Jorge Semprun, l'URSS est une « erreur sémantique » : elle n'est pas une union de républiques, elle est un pouvoir centralisé à Moscou ; elle n'est pas socialiste, elle est un capitalisme d'Etat et elle n'est pas soviétique, les Soviets ayant été éliminés avec les marins de Kronstadt.

Donc, l'échec du communisme, outre le caractère sanguinaire du pouvoir, signifie avant tout l'émergence d'une classe dirigeante qui détenait tous les leviers de l'Etat et de l'économie, qu'on a appelé la « nomenklatura ». Et cette nomenklatura a survécu à la chute du Mur de Berlin et au démantèlement de l'Union Soviétique. Elle s'appelle aujourd'hui « l'oligarchie », voire pour une partie d'entre elle, la redoutable mafia russe.

Le réformisme social-démocrate

Le socialisme, ou la social-démocratie s'inscrivit dans un processus réformiste essentiellement en Europe occidentale. Il prôna l'instauration d'une économie mixte dans un système d'économie libérale où le secteur public était censé jouer un rôle fondamental. D'autre part, avec en outre la démocratie chrétienne, il élabora la sécurité sociale. Si, sur le plan idéologique, la social-démocratie se rallia à l'objectif final de la disparition de l'Etat, dans la réalité, elle s'inscrivit dans le cadre de l'économie libérale et de la doctrine keynésienne donnant rôle essentiel à l'Etat dans la marche de l'économie. De là, son ambiguïté !

Cela dit, n'oublions pas que radicaux (en Belgique, ils s'appelaient libéraux à l'époque) et socialistes qu'on appelait jusqu'à la Première guerre mondiale les formations de « gauche », ont pu fonder un enseignement en dehors du joug de l'Eglise et ont contribué à l'amélioration des conditions sociales du prolétariat industriel qui vivait à l'époque dans des conditions indignes.

Mais, progressivement, la social-démocratie s'est éloignée de la classe ouvrière qui ne se retrouvait plus dans ses compromissions. C'est ainsi que grâce à son efficace relais, la CGT, le PCF fut jusqu'en 1981 la principale force de gauche, le fer de lance du mouvement ouvrier.

Un courant politique déjà ancien, mais qui était resté marginal, devint un mouvement de masse suite à la grande crise de 1929 et aux dégâts consécutifs à la guerre 1914-1918 : le fascisme. Il rassemble souvent autour d'un chef charismatique des masses de gens précarisés et apeurés dans un système de parti unique. Son objectif est de conquérir l'Etat et d'en faire l'instrument de ce parti.

Les fascismes se basent sur un système de pensée opposé à l'universalité. C'est en cela qu'ils sont tout à fait incompatibles avec les autres courants de pensée politique. En outre, ils démolissent le tissu social en supprimant les corps intermédiaires qui sont remplacés par des corporations qui sont des émanations du pouvoir.

En dépit de leur élimination après la dernière guerre, les fascismes sont réapparus dans plusieurs pays d'Europe occidentale et sont parvenus à devenir une force politique certes minoritaire, mais solidement implantée dans quelques pays comme l'Italie, la France et la Belgique.

Cependant, un équilibre entre les courants politiques démocratiques, essentiellement démocrates chrétiens, sociaux-démocrates et libéraux, s'est maintenu jusqu'en 1980.

La révolution de Margaret Thatcher

La décennie 1980-1989 fut celle de profonds bouleversements. Ce fut l'avènement de Madame Thatcher en Grande-Bretagne. On peut dire que si Vladimir Ilitch Lénine fut le grand révolutionnaire du début du XX[e] siècle, Margaret Thatcher fut la grande figure révolutionnaire de la fin du XX[e] siècle.

Avec elle, tout le système d'économie mixte basé sur la doctrine keynésienne s'est effondré au profit de l'économie de l'offre. Les privatisations à marche forcée, les fermetures d'unités de production non rentables, dont les mines de charbon du Nord de l'Angleterre qui ont entraîné une des grèves les plus violemment réprimées de l'histoire sociale de l'Europe d'après-guerre, la financiarisation de l'économie ont profondément bouleversé le paysage politique et social des îles britanniques, mais aussi – et c'est sans doute le plus important – ont fait naître un nouveau modèle culturel basé sur l'individualisme qui s'est répandu dans tout le monde industriel.

Avec le renforcement du pouvoir économique et surtout financier, l'affaiblissement de l'Etat ainsi que des corps intermédiaires et le nouvel individualisme, le politique commença à connaître un déclin sans doute inéluctable. En effet, le processus de décision est progressivement transféré des dirigeants de l'Etat vers les grands secteurs économiques et financiers.

Durant cette même décennie 1980-1989, un autre phénomène a commencé à prendre une ampleur considérable : la mondialisation. Cette coïncidence entre la déliquescence de la puissance publique et la mondialisation n'est d'ailleurs pas un hasard.

Comme l'écrit Joseph Stiglitz : *« La mondialisation impose de nouvelles tâches aux Etats-nations – faire face à la montée de l'inégalité et de l'insécurité qu'elle provoque, réagir au défi de compétitivité qu'elle représente –, mais en même temps elle réduit de bien des façons leur capacité à les assumer. »*

Désormais, l'Etat est affaibli. Et on peut dire, du moins concernant le continent européen, que l'Etat-nation est en voie d'implosion par les forces centripètes des sous-nationalismes régionaux – et nous savons ce que cela signifie en Belgique – et les forces centrifuges de la mondialisation.

La crise de la représentation

Un phénomène remarquable est la crise de la représentation. Non seulement, on s'aperçoit que les élections – pourtant seule occasion pour les citoyens de s'exprimer – sont de plus en plus délaissées, mais aussi que les assemblées parlementaires qui en sont issues perdent tout pouvoir.

Prenons un exemple. Vous souvenez-vous du 2 août 2011 ? Ce jour-là, on a frôlé une très grave crise mondiale. Depuis plusieurs semaines, Républicains et Démocrates américains se livraient à un bras de fer sur le budget des Etats-Unis. S'ils n'arrivaient à un accord, ce 2 août, l'Etat américain aurait été déclaré en cessation de paiement. Cela aurait provoqué une crise en cascade qui aurait touché le monde entier.

L'enjeu portait sur un projet démocrate d'accroître l'endettement du pays au-delà du plafond légalement fixé afin d'assurer le fonctionnement du pays. Les républicains n'étaient prêts à donner leur accord que si Barack Obama pratiquait des coupes sombres dans les budgets sociaux, les démocrates préférant de leur côté appliquer un impôt minimal sur les plus nantis. En définitive, ce sont les démocrates qui ont cédé, le président faisant l'objet de pressions internationales de plus en plus fortes, notamment de la part de la Chine, principal détenteur des bons du Trésor américain, afin de sortir de cette crise.

En cette affaire, il est remarquable d'observer que ni le Congrès, ni le Sénat américains n'ont été consultés. Ils n'ont pu qu'entériner une décision prise par une douzaine de personnes dans un caucus secret qui abrogeait sans autre forme de procès des règles votées par ces mêmes assemblées législatives.

Les corps intermédiaires garants de la démocratie

La fin du politique entraîne aussi la fin des corps intermédiaires. Notre société – particulièrement en Europe – s'organise autour de ce qu'on appelle les corps intermédiaires, c'est-à-dire des groupes sociaux situés entre le citoyen et l'État, ils sont indépendants et autonomes,

constitués naturellement ou par accord délibéré en vue d'atteindre un objectif commun aux personnes qui les composent (partis politiques, entreprises et syndicats, associations professionnelles, divisions admi-nistratives du territoire, chambres de commerce et d'industrie, associations, voire groupes de pression etc.). Pierre Rosanvallon les appelle les « institutions de l'interaction ».

Il est convenu de distinguer trois catégories de corps intermédiaires : les organisations politico-sociales (partis politiques, syndicats, patronat), les organisations professionnelles sectorielles (chambres de commerce, chambres d'agriculture, ordre des avocats, ordre des notaires…) et les associations. Les journalistes, qui servent d'intermédiaire entre la société civile et le pouvoir politique, peuvent également être considérés comme un groupe intermédiaire.

Une société démocratique ne peut fonctionner sans corps intermédiaires, même si souvent ceux-ci agacent par leur interventionnisme. Or, si nous examinons la réalité actuelle, ils sont en plein déclin.

Les partis politiques sont en pleine déliquescence, connaissent des divisions internes, perdent leur influence, sont flétris par des scandales successifs. Les syndicats de travailleurs perdent leurs affiliés, se montrent incapables de s'adapter à la société actuelle ; les collectivités territoriales sont quasi en faillite. Les pouvoirs centraux ont tendance à les réduire à leur plus simple expression, voire à les supprimer.

Les lobbies prennent progressivement la place des corps intermédiaires et jouent un rôle de plus en plus important. Contrairement à ceux-ci, ils ne représentent pas une catégorie sociale ou professionnelle ou un espace territorial, mais des intérêts économiques spécifiques qui interviennent directement dans le processus de décision politique. Cela est particulièrement visible dans les institutions européennes.

Le déclin de la presse

Un aspect inquiétant est le déclin de la presse. La presse d'opinion a disparu. Aujourd'hui, les journaux subissent la double agression du monde de la finance et d'Internet. Les grands quotidiens sont devenus la propriété de consortiums financiers. Et cela a évidemment une influence sur le contenu rédactionnel. Rares sont aujourd'hui les éditoriaux qui expriment des opinions qui sortent d'un schéma quasi identique dans le monde occidental. Ouvrez le *« New York Times »*, *« Le Monde »*, *« Le Soir »*, vous trouverez les mêmes avis sur les mêmes événements. Seuls quelques journaux expriment encore une certaine indépendance. Je pense par exemple au *« Guardian »* ou… à la *« Libre Belgique »*. Comble de l'ironie, il existe en Belgique une association intercommunale de la région liégeoise à tendance socialiste qui se transforme en un conglomérat financier et qui ambitionne de mettre la main sur des groupes de presse. Cela constitue incontestablement un danger.

Les médias subissent le même phénomène. Ils dépendent des grands annonceurs publicitaires qui ont un poids énorme sur l'économie mondiale. On escompte que la publicité représente environ 20% du prix de revient de produits industriels vendus sur le marché de la consommation. Dès lors, aucun média n'osera s'opposer à ces annonceurs et même la programmation en sera influencée. Résultat : on voit les mêmes images, les mêmes informations, les mêmes émissions culturelles. C'est comme le disait un ancien patron de la RTBF, Robert Stéphane : « la multiplication du même ».

La fin de la décision politique

Mais la fin du politique se manifeste aussi dans le processus de décision.

Ainsi, la crise court-circuite le processus démocratique. Un exemple récent. La crise de la dette souveraine en Europe a mis en place une institution nouvelle quoiqu'informelle et qu'on a appelé la « troïka », institution autonome, n'ayant aucun compte à rendre, composée de représentants de la Banque centrale européenne, du Fonds monétaire international et de la Commission européenne. Cette « troïka » est intervenue directement et souverainement dans la décision politique des pays dont elle s'est occupée, comme la Grèce, le Portugal, l'Italie et l'Irlande. Elle a même été jusqu'à mettre en place des gouvernements. Exemple : Monti imposé par les autorités monétaires sans élections.

La construction européenne qui a débuté en 1952 avec la CECA, se poursuit en 1957 avec le Traité de Rome qui fonde une « Communauté économique européenne » avec une Commission, un Parlement, une Cour de Justice, le tout chapeauté par le Conseil. Les trois premiers sont supranationaux. Le Conseil, lui, est composé des dirigeants des Etats-membres. C'est ce qu'on appelle « l'intergouvernementalité » qui est critiquée par une large part de l'opinion publique européenne, mais qui ne cesse de se renforcer.

Les traités politiques comme le traité de Maastricht ou le traité budgétaire en sont un instrument : ils définissent des objectifs spécifiques comme, par exemple, la fameuse limite des 3% ou 0,5% de ratio de déficit/PIB. Ces traités ratifiés, il n'est dès lors plus possible de changer quoi que ce soit, sans adopter un nouveau traité. Ainsi, on se trouve figé à long terme dans un processus destructeur et le politique est réduit au silence.

Le gouvernement des juges

Un autre phénomène propre aux institutions européennes, c'est le renforcement du pouvoir de la Cour de Justice européenne. On arrive petit à petit à un gouvernement des juges. Ainsi, la jurisprudence de la Cour de Justice européenne lui permet de légiférer sans débat.

Dans un domaine qui nous intéresse, les cellules souches, un jugement de la Cour de Justice opposant l'association Greenpeace à un chercheur nommé Oliver Brüstle qui a déposé en 1997 un brevet relatif à

des traitements de cellules souches embryonnaires humaines utilisées pour traiter les maladies neurologiques. Il existe déjà des applications cliniques, notamment sur des patients atteints de la maladie de Parkinson.

À la demande de Greenpeace, le *Bundespatentgericht* (Tribunal fédéral des brevets, Allemagne) a constaté la nullité du brevet de M. Brüstle, dans la mesure où il porte sur des procédés permettant d'obtenir des cellules précurseurs à partir de cellules souches d'embryons humains.

Le *Bundesgerichtshof* (Cour fédérale de justice, Allemagne), saisi en appel par M. Brüstle, a décidé d'interroger la Cour de justice sur l'interprétation notamment de la notion d'« embryon humain ». Il s'agit de savoir si l'exclusion de la brevetabilité de l'embryon humain concerne tous les stades de la vie à partir de la fécondation de l'ovule ou si d'autres conditions doivent être satisfaites, par exemple qu'un certain stade de développement soit atteint. Il en résulte, selon la Cour, que la notion d'« embryon humain » doit être comprise largement. Dans ce sens, la Cour considère que tout ovule humain doit, dès le stade de sa fécondation, être considéré comme un *« embryon humain »* dès lors que cette fécondation est de nature à déclencher le processus de développement d'un être humain. L'ovule humain non fécondé, dans lequel le noyau d'une cellule humaine mature a été implanté, et l'ovule humain non fécondé induit à se diviser et à se développer par voie de parthénogenèse doivent également être qualifiés d'*« embryon humain »*.

Voici donc une jurisprudence très dangereuse. La Cour de Justice et non le législateur européen ou national a défini la notion d'embryon humain. Sa protection comme définie par la Cour, pourrait aller jusqu'à entraîner l'abrogation des lois dépénalisant l'avortement.

Ainsi, l'après-politique a pour conséquence la disparition de tout contrôle des pouvoirs et la destruction des structures existantes au profit d'une classe dirigeante internationale assez hétéroclite.

Comme la veille de la Révolution française

Remontons le temps pour tenter d'y voir clair.

Constatons que nous vivons une situation similaire à celle qui prévalut à la veille de la Révolution française.

- Rupture des élites, à l'époque l'aristocratie, avec le peuple et les forces vives, à l'époque la bourgeoisie ;

Aujourd'hui les élites sont la technocratie et la classe politico-médiatique. Les forces vives sont ce que la politologue franco-américaine, égérie de l'altermondialisme, Susan George, appelle « la classe de Davos ». Il s'agit du rassemblement des dirigeants des grands groupes financiers, des principales entreprises multinationales, des institutions politiques internationales et non élues comme le FMI, la BCE, l'OMC, etc.

- Crise financière, endettement public et privé, faillite de l'Etat. Aucune solution crédible en vue ;
- Misère galopante qui se traduit aujourd'hui par le chômage et l'extension de la pauvreté ;

L'adresse du Palais d'Hiver

Faire une révolution ? Oui, nous le rêvons. Mais Susan George répond : *« Donnez-moi l'adresse du Palais d'Hiver, j'y vais avec vous ! Mais je n'ai pas l'adresse, je n'ai pas le nom du tsar »*. (Siné mensuel, mai 2014)

La classe de Davos profite de la crise qu'elle a provoquée pour reprendre tous les gains des travailleurs acquis depuis la Seconde guerre mondiale.

En outre, l'échelle a changé. Elle est aujourd'hui mondiale. Aussi, la réplique doit être universelle. Il nous faut former une force politique issue des peuples à la mesure de la planète.

Le capitalisme du XXIe siècle est-il invincible ? Non, il a ses fragilités. Les grandes en-treprises multinationales sont interconnectées dans le monde. Si l'une s'écroule, tout le reste s'effondre. *« C'est Lehman-Brothers puissance 10 »* (Susan George). Ce sera la fin de tout un système, mais aussi des pensions, de la Sécurité sociale. Et là, il faudra bien faire quelque-chose.

En définitive, on en revient à l'appel du barbu Rhénan de 1848 : *« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »*.

La politique, c'est-à-dire la démocratie, c'est-à-dire pouvoir du plus grand nombre ne seront acquis qu'à cette condition. Des mouvements nouveaux voient le jour et commencent à se développer, comme Syriza en Grèce qui est devenu la première force politique, Nouvelle Donne de Pierre Larrouturou, le Front de gauche s'il se réforme, etc.

Notre rôle là-dedans ? Donner à ces mouvements une coloration ouvrière. Réhabiliter la classe des travailleurs.

Pierre VERHAS



Les cultures régionales : *ouverture ou fermeture sur le monde actuel ?*

On assiste, dans la région Centre (mais c'est certainement le même phénomène ailleurs) à l'essor de publications régionales et de manifestations culturelles villageoises. On peut d'abord applaudir et se féliciter que nos chefs-lieux de canton soient enfin équipés en artistes. En intermittents du spectacle. En peintres d'avant-garde, qui remplaceraient enfin les « peintres du dimanche », le dimanche étant le moment de l'amateurisme. On assisterait alors à une décentralisation de la création postmoderne, en milieu rural, réputé inaccessible à la culture, toujours qualifiée de parisienne. On verrait des laboureurs enfin nus sur leurs tracteurs, comme les *Twin Twin*, et des femmes à barbe comme à l'Eurovision.

Et, bien sûr, on a plein d'exemples de grands artistes qui ont commencé par des descriptions de leur région. Ainsi peut-on dire que Jean Giono est le chantre de la Provence, et Maupassant le témoin de la vie quotidienne en Normandie au XIXème siècle. On peut en citer d'autres comme Louis Pergaud, pour la Franche Comté, Alain Fournier pour le Berry, et pourquoi pas « Le piéton de Paris » pour Léon-Paul Fargue. Parmi nos grands écrivains, beaucoup ont souvent commencé par décrire ce qu'ils voyaient autour d'eux.

Mais à cette échelle, la plupart des artistes ne sont pas demeurés des régionaux, ni des régionalistes, à l'ombre de leur clocher.

Alors pourquoi pas chanter les pintades élevées en batterie dans la région d'Issoudun, les poulets aux hormones des poulaillers souterrains, comme j'en vois dans ma région ? Oui, pourquoi pas ?... Je n'ai rien contre les histoires de clocher de Gabriel Chevalier ! Il a au moins un style... la littérature épistolaire entre deux écrivains d'Egletons et de La Souterraine ne me déplairait pas *a priori*. A condition que ce soit des écrivains. Or, il y a pléthore de romanciers, en région. Les hommes de théâtre abondent, les groupes musicaux ont un talent fou, les comiques font rire jusque dans les hameaux les plus abrités de la culture. Excellente occasion de revoir les nonagénaires de la tournée « Age tendre ».

Ce qui m'ennuie dans ce genre de littérature, c'est qu'on a souvent l'impression qu'elle est très réductrice, non pas à cause de la région qu'elle évoque, mais à cause du parti pris d'imitation des séries télévisées. On ne relève que rarement un effort créateur.

Ainsi dans mon département (je n'en suis pas propriétaire !) j'ai observé que la vogue est au polar. Ce genre « littéraire » étant souvent lié aux faits divers tragiques et sanglants. Et puis surtout à l'évocation d'un univers policier, où l'on ne croise que des tueurs en séries, suivis par de fins limiers (le limier est toujours fin aurait dit Flaubert) dont ils font plus ou moins l'apologie. Je n'ai rien contre cette littérature, qui nous a valu Simenon, et San Antonio, mais si je réfléchis un peu, je suis ahuri par la quantité de séries policières à la Télévision. On passe de « Le Juge est une femme » aux « Marches du Palais » et on est prié de « faire entrer l'accusé ». Après quoi Christophe Hondelatte peut enfin enfiler sa veste en cuir garanti pur porc ! Inutile de préciser qu'on est très loin de la réalité de l'escroquerie et du gangstérisme des hommes d'état !

Souvent Mme le Juge est aguicheuse et parfois en proie à des « problèmes de couple » parce qu'il nous faut bien comprendre que nous vivons au milieu d'une information « people ». Dernièrement je l'ai laissée avec son « compagnon » en prison. Parce que c'est une femme comme les autres, et toutes les femmes vont avoir un compagnon en prison. Il suffit d'attendre que Mr Bouygues construise de nouveaux lieux de détention, en particulier pour y placer la jeunesse, qui est intenable ! Mme le Juge mène une existence conforme à ce qu'on attend des femmes de 2014, la preuve elle est amoureuse d'un commissaire. Il n'y a donc pas de questions à se poser à propos de la détention et tout va bien dans les commissariats. La prison est devenue une fatalité, elle n'a rien à voir avec le système social. La prison n'est pas déshonorante, elle est même le passage obligé pour une formation humaniste, en tout cas pour le peuple. Et les magistrats sont d'une blancheur candide, incorruptible. Les policiers sont à l'abri des trafics. Les détenus sont bien soignés, quand on en parle. Du coup, la prison s'appelle désormais la « réinsertion ». Pas d'erreurs judiciaires dans ce milieu. Pas d'affaires criminelles qui mettraient en cause des représentants de l'ordre. Bien sûr, ce pauvre Hondelatte va parfois évoquer l'affaire d'Outreau, mais il se limite plus généralement à des critiques visant des personnes « déstabilisées » au secours desquelles il serait impossible et indécent de venir. C'est un monde où on ne viole ni dans les commissariats, ni dans les lieux de détention. Ou alors il y a très longtemps et l'affaire a été classée. Ces pratiques sont bien révolues.

De la même façon, en tout cas dans la région qui m'intéresse, jamais une véritable critique des institutions. Ce monde est blanc et lisse. Sauf s'il s'agit d'une histoire très ancienne, et on peut critiquer largement des agissements qui remontent à l'époque de la Libération. Dans le département de l'Indre, on a l'affaire Mis et Thiennot, et on ne craint pas d'évoquer la torture en…1946 ! Cette défense de victimes innocentes est juste. J'appartiens au Comité de Soutien pour la révision du procès Mis et Thiennot ! Encore faut-il dire que c'est une « machination » et laisser entendre que des décisions de justice de cette nature ne se produiraient plus aujourd'hui. C'était lié à l'époque trouble de l'après-guerre. Les magistrats en place étaient encore ceux qui avaient servi sous le Maréchal Pétain ! Depuis, ils ont bien dû être mutés. Ou alors la justice et la police ont fait l'objet d'une métamorphose ?

Dans une revue régionale, on retrouve toutes les rubriques des programmes de la télévision actuelle. On a même droit aux adresses des « meilleures tables », puisque le petit écran fait ses choux gras de la cuisine du soir à « C à vous » où chaque invité arrive avec un cadeau de plus ou moins bon goût. Un exemple, parce qu'on n'est pas bégueule, Yves Rénié pense s'excuser de ne pas avoir apporté sa « tondeuse à foufoune ». On n'oublie pas de présenter son chef d'œuvre à chaque participation, même qu'il est en vente et on va le répéter à chaque intervention. Parce qu'en plus ça tourne en boucle !

Bref, comme à la Télévision on est toujours en train de bouffer, on oublie les deux milliards de pauvres qui crèvent de faim. Une seule exception, avec Julie Andrieu, qui évoquait les livres de Jean Ziegler, en précisant qu'il avait été responsable de la commission alimentation à l'O.N.U….

On ne doit pas confondre le développement de cette culture pseudo-populaire avec les nombreux petits journaux de « contre-culture » des années 70. Pour avoir été l'animateur de l'un d'entre eux, « Le Provisoire », qui n'avait pas de visées expansionnistes, je peux dire que les méthodes étaient différentes. On attendait les inculpations pour diffamation et injures. Et elles arrivaient. Le ton aussi était différent, volontiers ironique. Exemples : « La pastille de Mantes », « Le P'tit rouge de Touraine », « le Pavé dans la Marne »…Toutes ces publications refusaient la publicité et dénonçaient la société de consommation. Un mouvement de retour à une vie artisanale et anti-mondialiste, un peu naïf parfois, se mêlait à un pacifisme résolument définitif, et aboutit aux grands rassemblements sur le Larzac. Et la détention donnait lieu à une réflexion sur la prison. Les quartiers de haute sécurité ont été en principe abolis suite à un vrai mouvement populaire.

En 2014, je crois qu'on peut s'interroger sur le rôle de cette prolifération de revues, de livres, de groupes musicaux, qui ne sont que le reflet de l'efficacité des médias capitalistes libéraux. La question qui se pose est la suivante : Peut-il en être autrement ? La réponse est positive, à une condition : que l'on refuse clairement ce système politique et l'abrutissement devant n'importe quelle nouveauté de la technologie !

Sinon, nous vivrons avec cette fausse liberté, entretenue par les « idiots utiles », ainsi que les appelle Jean-Claude Michéa.

Rolland HENAULT

Etre peintre en Algérie : 1950-1970

Notre ami Michel Lambart, vice-président de l'Association **Les Amis de Max Marchand, de Mouloud Feraoun et de leurs compagnons** ***a ouvert le colloque qui a suivi l'assemblée générale de mars dernier. Nous le remercions chaleureusement de nous autoriser à reproduire ci-dessous le texte de sa conférence.***

La période étudiée débute quatre ans avant le déclenchement par les Algériens de la lutte armée pour l'indépendance jusqu'au premier tiers de la présidence de Houari Boumédiène dans un « carcan néo-fasciste », selon la qualification de Hocine Aït-Ahmed.

De quels peintres s'agit-il ?

Quand les Français débarquent à Alger le 14 juin 1830, la peinture figurative, telle que nous la concevions ne se pratiquait pas. La représentation humaine et celle de la nature étant considérées comme une pratique impie. L'art émane de la science des nombres et des tracés régulateurs. D'innombrables combinaisons géométriques et l'harmonie des couleurs donnent ce graphisme stylisé d'entrelacs que sont les arabesques et la calligraphie manifeste la parole divine. L'art berbéro-hispano-mauresque, par son abstraction s'oppose à la conception occidentale.

Le « Corps des peintres officiels de la Marine et de l'Armée » fait partie de l'expédition, les stratèges ne disposant pas encore de la photographie. Très rapidement, des peintres, dits « orientalistes » arrivent en France, mais aussi de toute l'Europe et même des Etats-Unis, ils composent des scènes au service de l'expansion coloniale : batailles, chasses, fantasias et, dans un univers fantasmé, des odalisques au harem, des établissements de bains, donnant souvent une image lascive de la femme arabe.

Certains artistes échappent aux poncifs. A notre colloque de 2005, à La Rochelle, ville natale d'Eugène Fromentin, je montrais l'intelligence et la pudeur du peintre-écrivain. Eugène Delacroix, le premier, n'intégra pas simplement des personnages dans un décor mais les présenta comme témoins de leur temps. Au retour d'un voyage de six mois, accompagnant une mission diplomatique au Maroc, il fit une escale d'une semaine à Alger et put voir des femmes dans leur appartement. C'était en juin 1832, deuxième année d'occupation et un an après sa réalisation en 1831 de *La Liberté guidant le peuple*, écho des journées révolutionnaires de juillet 1830. Delacroix note dans ses Souvenirs : « Des mosquées détruites, des cimetières éventrés, des tombes profanées, des fontaines asséchées par incurie, des palais stupidement ouverts à la lumière et à la chaleur. Il était réservé aux Européens de détruire à Alger, et comme à plaisir, tout ce qu'il a été possible de la distribution et de l'ornement des maisons mauresques. Il semblerait qu'avec nos fracs et nos casquettes, nous allions introduire sur la terre d'Afrique un autre climat et de nouvelles conditions d'existence. » *Femmes d'Alger dans leur appartement* est l'œuvre de cette époque, la plus observée et la plus analysée de 1832 à nos jours. Après Cézanne, Seurat, Signac, Matisse, Beckman,

le peintre de *Guernica* réalisera une vingtaine de toiles et de dessins, variations autour de *Femmes d'Alger* qui furent exposés et confrontés avec toutes les œuvres de Delacroix sur ce thème dans la Grande Galerie du Louvre en 2008.

Dans son recueil *Femmes d'Alger dans leur appartement*, l'académicienne Assia Djebar note : « A son retour à Paris, le peintre travaillera deux ans sur l'image de son souvenir qui, bien que documenté et étayé d'objets locaux, tangue d'une sourde et informulée incertitude ». Maurice Amara, spécialiste de Delacroix, donna pour titre à son étude de 2008 sur les *Femmes d'Alger dans leur appartement* : « Eugène Delacroix : Le cri d'Alger ».

En 2003, pour Al Djazaïr, l'année de l'Algérie en France, l'Institut du Monde Arabe organisait une vaste exposition « De Delacroix à Renoir. L'Algérie des peintres » et réalisait un important catalogue, mais c'était à croire qu'après Renoir, il n'y eût plus d'activités picturales en Algérie pendant le XXe siècle. Cette occultation fut partiellement compensée, cette même année de l'Algérie en France par les éditions EDIF 2000 et Paris-Méditerranée avec la publication de *Jean Sénac. Visages d'Algérie. Regards sur l'Art*, documents réunis par Hamid Nacer-Khodja. Préface de Guy Dugas. La diffusion des deux ouvrages n'étant pas comparable.

Si l'on doit établir des différences dans la peinture entre les collections d'amateur et la reconnaissance internationale, comment oublier Jean-Michel Atlan, présent sur les cimaises des plus grands musées du monde ? Né à Constantine en 1913, dans une famille juive et bien qu'ayant quitté l'Algérie en 1930, il n'oubliera jamais la force et la beauté de l'antique Cirta et des gens du Constantinois. Pour Abdallah Benanteur, « Atlan a été le premier dans le contexte maghrébin à poser le problème des racines ».

La Villa Abd-el-Tif

Les peintres français continuent à produire, essentiellement pour une clientèle bourgeoise française. Les structures s'y prêtaient, ainsi, la Villa Abd-el-Tif, institution qui se voulait équivalente à la Villa Médicis ou à la Casa Velasquez, proposait aux jeunes artistes métropolitains de se présenter au concours, afin d'obtenir une bourse pour un séjour de deux années en Algérie. Pierre Parsus – Abd-el-Tif 1952 – confie : « Il est important de noter que les Arabes ne lisent pas la peinture. Du moins dans le peuple, à ce moment. Mais, pour eux, la photo et la peinture sont des opérations magiques. » Nous ne sommes plus en 1830, mais en 1952, Pierre Prasus, comme beaucoup, n'a pas pris ou n'a pas souhaité prendre connaissance de l'évolution des indigènes. Cependant, la braise couve, des Arabes et des Berbères vont s'engager dans la lutte armée ; quelques-uns choisiront une autre force de libération de l'homme : la peinture.

Le Grand Prix Artistique de l'Algérie, fondé en 1922, à l'exception du peintre miniaturiste Mohammed Racim, lauréat en 1934, n'a jamais été décerné à un Algérien avant 1958, c'était Hacène Benaboura, et en 1960, Mohamed Bouzid.

La Seconde Guerre mondiale, à partir du débarquement des Alliés fait qu'Alger devient la capitale de la France Libre, réunissant écrivains et artistes autour d'Edmond Charlot, en son temple de la liberté : « Les Vraies Richesses », puis de sa Galerie Comte-Tinchant. Pour Jules Roy, « la bande à Charlot devient l'Ecole d'Alger ». Durant les années 1954-1962, Charlot mena un vrai combat pour faire connaître les peintres algériens, aussi l'OAS plastiquera deux fois « Les Vraies Richesses ». Dans le monde littéraire, une pensée émerge pour affirmer que le rôle des peintres, au même titre que celui des écrivains est prépondérant dans la formation d'une jeune classe politique pour une prise de conscience algérienne.

Retenons Albert Camus et Jean Sénac

Albert Camus donne des critiques d'art et rédige de longues notices pour les catalogues d'expositions. Lié à René-Jean Clot, Gabriel Audisio, il est ami de nombreux peintres libérés de la tutelle de l'Ecole des Beaux-Arts, de l'académisme et de l'orientalisme comme Jean de Maisonseul, également urbaniste et architecte, sans oublier Louis Bénisti, et aussi René Sintès du Groupe des Sept, disparu à 29 ans, enlevé à son domicile par un commando, probablement de l'OAS ; Sauveur Galliéro, son condisciple au Lycée Bugeaud, c'est le personnage de Meursault de *L'Etranger*.

Quant au poète Jean Sénac, la guerre aura tué une amitié profonde d'une dizaine d'années, le liant au Prix Nobel qui l'appelait « *su hiro*, son fils », grand découvreur de talents, critique d'art ; Orlando Pelayo lui révèlera les rapports étroits qui peuvent exister entre la poésie et la peinture, il crée la poépeinterie et de nombreux mouvements, « Le Cercle littéraire et artistique Lélian », « Le Groupe du Môle ». De sa rencontre avec Sauveur Galliério naîtra une autre amitié de dix-huit années. Il dira : « Sauveur Galliéro a le courage de vivre avec les Arabes, de les aimer, de les servir contre les préjugés, les moqueries, les haines inconscientes des “braves gens” de ce pays. » Le jeune poète veut « écarter le dangereux orientalisme de parade ». Il estime que « la peinture abstraite peut être révolutionnaire ». Les sept numéros de sa revue *Soleil* (1950-1952) et l'unique numéro de *Terrasses* (1953) seront ouverts à de nombreux artistes : André Acquart, Baya, Sauveur Galliéro, Abdelkader Guermaz, Georges Le Poitevin, Jean de Maisonseul, Antoine Martinez, Louis Mallard, Orlando Pelayo, Bachir Yelles. Quelques années plus tard, le poète de la liberté s'exclamera : « Je salue donc encore et je signe d'un soleil », mais ce soleil se couchera dans la nuit de Boumédiene, Sénac sera le Lorca algérien.

Simoun

Lors de notre colloque du 3 décembre 2010, en présentant la revue littéraire et artistique *Simoun* (1952-1961), je signalais la collaboration autour de Jean-Michel Guirao, de Charles Brouty (l'illustrateur de *Jours de Kabylie*, de Mouloud Feraoun), Sauveur Galliéro, Jean

Launoy, Orlando Pelayo, Abdallah Benanteur, illustrateur des poèmes de Jean Sénac, *Matinale de mon peuple*, publiés dans le numéro 2, le recueil sera préfacé ultérieurement par Mostafa Lacheraf qui considérait *Simoun* comme « l'organe d'une prise de conscience culturelle visant à la libération de l'homme algérien colonisé ».

L'homme algérien colonisé allait devenir peintre et ne serait plus sujet de la peinture européenne.

Entre 1950 et 1970, on compte une centaine de peintres ayant travaillé en Algérie, dont quarante-cinq environ venus de Métropole, pour un ou des séjours plus ou moins longs, quarante Français nés en Algérie, une quinzaine d'indigènes devenus FSNA, Français de Souche Nord-Africaine, plus quelques Italiens et des Espagnols ayant fui le franquisme. Des galeristes courageux feront connaître ces jeunes artistes tentés par l'aventure parisienne, à Alger, L'art de France, Colin, Le Nombre d'or, le Minaret, Pasteur-Romanet avec René et Jean Schieffer ; à Oran, Colline.

Le Centre Culturel Français sous la nouvelle direction de l'Inspecteur général Jean Pénard, grand admirateur de Louis Bénisti, intensifie, dans les années 70, ses actions vers la peinture et présente de nombreuses rétrospectives : Jean de Maisonseul, Sauveur Galliéro, Reski Zérarti.

L'art doit se mettre au service du peuple et de la révolution.

M'Hamed Issiakhem, Mohamed Aksouh, « le Groupe des Anouchémites » de Blida avec Mustapha Akmoun, Denis Martinez « Les peintres du Signe » définis ainsi par Jean Sénac dont Mohammed Khadda. Au colloque de Belfort, le 16 mars 2013, nous fûmes reçus par Robert Belot, adjoint au maire, délégué à la culture, qui nous entretint de l'art de Khadda. La ville de Belfort lui rendait hommage par une rétrospective sur le thème de sa toile *Les Casbahs ne s'assiègent pas*. Pour Robert Belot : « L'abstraction algérienne puisant sa source dans la réappropriation et l'actualisation des signes issus de l'arabesque et de la calligraphie ». Etienne Butzbach, maire de Belfrot précisait dans la préface du catalogue : « je voulais une exposition qui nous aide à décoloniser votre regard ».

Etre peintres en Algérie (1950-1970), c'est aussi Henri Caillet, Angel Diaz-Ojeda, Augustin Ferrando, Jean Simian, mais le temps imparti ne nous permet pas de vous évoquer tous… mais tous vous avez impulsé la volonté de création à de nouvelles générations d'artistes et lancé la peinture algérienne dans la grande aventure de la peinture mondiale. Peut-être héritiers d'Eugène Delacroix, comme Houria Niati, née en 1948 à Khemis Miliana, emprisonnée à 12 ans pour avoir dessiné des slogans anti-français sur des murs et qui reprit dans le panneau central de sa série de cinq peintures *No to torture (1982-1983)* la scène *Femmes d'Alger dans leur appartement.* Œuvre présentée à Lyon en 2003 pour l'exposition *Nouvelles Shéhérazades*, reflet de souffrances personnelles et témoignage de reconnaissance aux Femmes d'Alger de Delacroix ainsi qu'aux femmes algériennes dans leur lutte pour l'Indépendance.

Michel LAMBART

LETTRE D'AMERIQUE

Le « Nouveau Populisme » aux États-Unis

« Plus de la moitié des membres du Sénat et de la Chambre sont maintenant millionnaires, selon l'analyse de leurs rapports financiers de l'année dernière. Ce n'est pas exactement le genre de nouvelle que les législateurs du Congrès voudraient mettre en valeur la semaine même où ils n'ont pas renouvelé l'allocation chômage de plus d'un million d'Américains. Toujours est-il que le Congrès a franchi une nouvelle étape dans son histoire.» - *The New York Times*, 9 janvier 2014.

« Aujourd'hui en Amérique, le jeu est truqué : truqué pour que ceux qui ont l'argent et le pouvoir soient les seuls gagnants. » - Elizabeth Warren (Sénatrice du Massachusetts, *Democrat*), *A Fighting Chance,* Metropolitan, 2014. (Cette autobiographie très politique fait beaucoup de bruit aux États-Unis.)

J'ai parlé, dans ma dernière *Lettre*, de *Citizens United*, cette décision de la Cour Suprême qui permet à n'importe quel groupe, à une grande société anonyme par exemple, de contribuer n'importe quelle somme à une campagne politique sans même être contrainte de s'identifier. Ceci au nom de la liberté d'expression garantie par le premier amendement de la Constitution, car l'argent, pour cinq des neuf magistrats de la Cour, est un moyen d'expression comme un autre. Autre décision récente de la même majorité conservatrice : *McCutcheon*, qui accorde le même droit aux particuliers qui apportent leur soutien à des candidats ou à des partis politiques à grand renfort d'argent. C'est une décision qui a suscité une vague d'indignation. Voici ce qu'en dit Bernie Sanders, le Sénateur Indépendant de l'Etat du Vermont[1] :

« Lorsque j'ai appris cette décision je me suis demandé dans quelle démocratie pouvait bien vivre John Roberts, le Président de la Cour Suprême. Car sa démocratie à lui ne ressemble en rien à la nôtre. Avec *Citizens United* et *McCutcheon,* la majorité de la Cour Suprême a légalisé la corruption du système électoral, d'abord par les grandes sociétés anonymes et maintenant par les gros donateurs. Dans la démocratie de John Roberts, les grandes sociétés se trouvent donc avoir les mêmes droits que le peuple pour influencer le gouvernement, et lorsqu'un milliardaire dépense des centaines de milliers de dollars pour favoriser l'élection d'un membre du Congrès, il ne cherche rien en retour, il ne fait que s'exprimer. C'est absolument absurde. »

Comme la fonction de la Cour Suprême est d'interpréter la Constitution, cette absurdité fait maintenant partie de la loi fondamentale du pays. Elle renforce immensément le pouvoir politique, déjà considérable, de ce 1% de la population qui détient près de 38% des richesses du pays. Autrement dit – et Bernie Sanders n'hésite pas à le dire – notre démocratie est en train de se muer en oligarchie.

Si M. Sanders, comme sa collègue du Massachusetts Elizabeth Warren, représente l'extrême gauche du débat politique ici (encore que ni l'un ni l'autre ne soit d'extrême gauche), certains sondages montrent que la plupart des Américains, y compris ceux qui se définissent comme « conservateurs », désapprouvent le rôle excessif de l'argent dans notre système électoral. C'est autour

de questions comme celle-là et autour de personnalités politiques comme les Sénateurs Warren et Sanders que se construit non pas un parti mais un mouvement qu'on appelle le « nouveau populisme. » En font partie aussi certains *grassroots movements*, organisations qui partent de la base et se mobilisent souvent ponctuellement pour dénoncer telle ou telle injustice (salaires de misère a Wal-Mart ou MacDo, expulsions dans tel quartier, etc.) – comme *Jobs With Justice*, un groupe allié à 70 autres organisations rien que dans ma région pour organiser des actions conjointes : piquets de grève, campagnes par téléphone, etc.

Ce mouvement n'est pas vraiment nouveau. Il utilise diverses formes d'action contre l'injustice – *Occupy Wall Street* en est le précurseur immédiat – et s'inscrit dans une longue tradition de lutte contestataire aux États-Unis[2]. Je ne m'étendrai pas ici sur Eugene V. Debs, qui reçut en 1920 près d'un million de voix comme candidat socialiste à la présidence (ceux qui se disent socialistes sont aujourd'hui rarissimes), ni sur les luttes syndicales qui permirent aux travailleurs d'accéder à un niveau de vie décent (les syndicats, tout comme le niveau de vie des travailleurs, sont en chute libre depuis des années.) Voici plutôt, très brièvement évoqués, quelques exemples de cette longue tradition peu connus, je crois, en France.

La tradition contestataire

Juste après la Guerre d'Indépendance – *the Revolution*, dit-on ici – les paysans de l'ouest du Massachusetts, dont beaucoup avaient combattu dans cette guerre, se trouvaient accablés de dettes. Leurs créanciers, souvent des marchands de Boston, exigeaient d'être payés non en billets de papier mais en pièces, et les pièces de monnaie étaient rares. D'autre part, le nouveau gouvernement percevait des impôts que les paysans avaient du mal à payer et qu'ils n'avaient nullement votés : il fallait posséder une propriété d'une valeur d'au moins soixante livres pour voter, encore plus pour être candidat à une élection. Or, « *No taxation without representation* » (pas d'impôt sans être représenté au gouvernement) était un des slogans de la Révolution. Bien des paysans sont mis en prison pour dette ou voient leurs biens saisis en guise de paiement – leur bétail, par exemple, et même parfois jusqu'à leur lit. La colère monte, des actions armées ont lieu pour empêcher ces jugements, culminant en une véritable révolte qu'on a appelé *Shays' Rebellion* du nom de leur chef, l'ouvrier agricole Daniel Shays. La milice de Boston mate la révolte en 1787, on condamne à mort une demi-douzaine de révoltés et Shays s'enfuit dans l'Etat voisin du Vermont. La peur de ce genre de révolte a fortement motivé ceux qui ont rédigé la Constitution un peu plus tard dans l'année : il fallait créer une structure politique pour rétablir l'ordre ! (Les dix amendements octroyant aux citoyens des droits fondamentaux ne furent ajoutés que quatre ans plus tard.) Cependant Thomas Jefferson, ambassadeur en France à l'époque de la Rébellion, écrit à un ami : « Je trouve qu'un peu de rébellion de temps à autre est une bonne chose. . . C'est un remède nécessaire à la santé du gouvernement… L'arbre de la liberté doit être nourri de temps en temps du sang des patriotes et des tyrans. C'est son engrais naturel. »

En 1846, le philosophe et écrivain Henry David Thoreau préféra aller en prison plutôt que payer la taxe censitaire qui l'autorisait à voter. Son ami philosophe Ralph Waldo Emerson, issu comme lui d'une vieille famille de la Nouvelle Angleterre, alla le voir en prison. Consterné, il lui aurait demandé « Mais Henry, que faites-vous là-dedans ? » A quoi Thoreau aurait répondu, « Waldo, la vraie question est que faites-vous dehors ? » Trois ans après, Thoreau publia *Civil Disobedience*, une œuvre qui inspira Gandhi, et, après lui, Martin Luther King. – Et aussi, qu'ils en aient été conscients ou non, les milliers de jeunes Américains qui préférèrent aller en prison ou émigrer au Canada plutôt que se battre dans la Guerre du Viet Nam.

Dans ma petite ville de Northampton – celle-là même où certains révoltés de la *Shays' Rebellion* furent condamnés à mort en 1787 – le groupe *Progressive Democrats of America* a rassemblé récemment ses militants et ses sympathisants pour célébrer le dixième anniversaire de sa création mais aussi pour encourager le Sénateur Bernie Sanders, invité d'honneur, à se présenter aux prochaines élections présidentielles sous l'étiquette *Democrat*. L'un des orateurs au cours de ce rassemblement a rappelé trois lieux emblématiques des grandes luttes : Seneca Falls, dans l'état de New York, où en 1848 s'est tenue la première convention pour les droits politiques des femmes ; Selma, dans l'Alabama, où en 1965 eut lieu une marche célèbre menée par Martin Luther King pour les droits des noirs ; et Stonewall, un bar gay de New York où en 1969 la répression policière déclencha le mouvement pour les droits des homosexuels.

Le quotidien local a signalé la présence à cette réunion des *Progressive Democrats* de mon représentant au Congrès, Jim McGovern (*Democrat*) et du journaliste et personnalité de radio Jim Hightower, « *populist* ».

Le populisme

« Ce que vous devriez faire, vous autres paysans, c'est moins de maïs et plus de boucan. » (*What you farmers need to do is raise less corn and more hell.*) - Mary Elizabeth Lease (1850-1933), militante féministe et populiste.

Aux États-Unis, le populisme désignait à l'origine un mouvement, vers la fin du XIXe siècle, d'agriculteurs confrontés, entre autres difficultés, à des tarifs prohibitifs imposés par les compagnies de chemin de fer, lesquelles contrôlaient aussi la scène politique dans les états de l'ouest, souvent en soudoyant les autorités locales. Très vite, le mot et le mouvement, tout comme le terme « *Progressive* » à la même époque, évoque l'idée d'opposition à la domination d'une élite financière. La *Farmers' Alliance* se forme dans les années 1880 et organise des coopératives, suivies par le *People's Party* qui tient sa première convention dans le mid-Ouest (au Nebraska) en 1892, adoptant un programme qui comprend

des mesures telles que l'expropriation des chemins de fer privés en faveur de l'État, l'impôt progressif sur le revenu et l'interdiction d'avoir recours aux briseurs de grève. Le nom du parti n'a pas été pris au hasard : ses fondateurs opposent « le peuple » à « Wall Street » et l'un des orateurs n'hésite pas à déclarer « Le grand peuple de ce pays n'est qu'une masse d'esclaves, le monopole en est le maître. » Battu aux élections présidentielles, parti et mouvement ont rapidement disparu, mais cette image du populisme existe encore. Si en mai 2014 mon quotidien local qualifie Jim Hightower de « *populist* », c'est autant en raison de sa révolte contre la ploutocratie qu'à cause de son langage direct, savoureux, et résolument « paysan » : il a l'accent du Texas (le chapeau aussi) et un parler drôle et vigoureux aux images inspirées de la vie de la ferme ou du ranch[3].

Les détracteurs du populisme tendent à l'associer à un mouvement formé autour d'une personnalité charismatique à la parole irresponsable, un *rabble-rouser*, un démagogue qui excite les foules. Mais ce n'est pas le charme et l'humour d'un Hightower ou le franc-parler d'une Elizabeth Warren (elle a demandé à un banquier qui témoignait devant la Commission Sénatoriale des Finances combien d'argent un banquier devait blanchir pour qu'il soit condamné à une peine de prison)[4] qui fait le nouveau mouvement : c'est le sentiment profond que « le jeu est truqué. » Ce sentiment mène, dans la pratique, aux principes du « nouveau populisme, » partagés, aussi étrange que cela puisse paraître, à la fois par la gauche et par une bonne partie de la droite, selon Bernie Sanders et Robert Reich (ancien ministre du Travail, voir ma dernière Lettre.) Voici comment le « Congrès du Nouveau Populisme » qui s'est tenu à Washington le 22 mai 2014 définit ces principes :

1.) Priorité absolue au plein emploi donc à l'investissement de l'État ;

2.) Un emploi à plein temps doit permettre de faire vivre décemment sa famille ;

3.) Réduire la taille des plus grosses banques pour qu'elles ne soient plus *Too big to fail* (trop grandes pour laisser échouer), comme on a dit des entreprises sauvées de la faillite par l'argent des contribuables ;

4.) La Sécurité Sociale doit être élargie et augmentée, non pas réduite ou privatisée comme le veulent les Républicains ;

5.) Éliminer les subventions que le gouvernement accorde aux grandes sociétés, pétrolières et autres, sous forme de réductions d'impôt.

En outre, les « nouveaux populistes, » comme une majorité d'Américains, veulent empêcher la National Security Agency (NSA) de nous espionner et limiter ou stopper toute intervention américaine à l'étranger. Le but de cette *New Populism Conference* à Washington était « d'élaborer une stratégie pour informer et mobiliser les énergies autour d'un projet de changement déjà soutenu par bon nombre d'Américains. »

Car la plupart des Américains, écrit l'économiste Paul Krugman, sont choqués par l'extrême inégalité de la société actuelle. Un nouveau sondage montre que la majorité du pays – dont 45% des Républicains ! – approuverait les actions du gouvernement destinées à réduire l'inégalité et beaucoup voudraient voir augmentés les impôts sur les riches pour aider les pauvres. Même si la plupart des Américains ne se rendent pas compte jusqu'à quel point la distribution des richesses est réellement inégale.

On qualifie parfois le *Tea Party*, cette aile droite contestataire du Parti Républicain, de populiste, bien qu'il soit largement financé par quelques milliardaires et que ces membres ressemblent davantage à des anarchistes de droite, voire d'extrême droite. Mais Robert Reich a peut-être raison d'écrire que si les populistes de droite et les populistes de gauche sont profondément divisés sur leur conception du rôle du gouvernement (le Parti Républicain étant traditionnellement le parti du « laissez-faire »), le clivage semble maintenant se déplacer : il est moins entre Démocrates et Républicains et plus entre ceux qui estiment que le jeu est truqué et les responsables du truquage.

David BALL
Northampton, Massachusetts
dball@smith.edu

Notes

(1) Rappelons que les Sénateurs ont un mandat de six ans ; le Sénat a plus de pouvoir que la Chambre (*House of Representatives*) où les députés ont seulement un mandat de deux ans.

(2) Le lecteur pourra consulter *Une histoire populaire des États-Unis* (2003) de Howard Zinn, historien américain et militant de gauche, où notre histoire est décrite comme une série de luttes entre les classes dominantes et les autres, et non comme une marche triomphale vers une démocratie quasi-parfaite, telle qu'on me l'a présentée à l'école. Le livre s'est bien vendu aux États-Unis.

(3) Les articles de son petit journal, *The Hightower Report*, sont souvent repris sur le Web et ailleurs.

(4) Aucun banquier n'a été inculpé jusqu'en mai 2014, malgré de nombreux scandales autour du crash de 2008.